



Commission économique pour l'Afrique

PLAN D'ACTIVITÉS DE LA CEA

2007-2009



Commission économique pour l'Afrique

PLAN D'ACTIVITÉS **de la CEA**

2007-2009

Table des matières

Abréviations.....	v
Préface	vii
Avant-propos	ix
Introduction	xi
I. La CEA face aux défis du développement de l'Afrique	1
1. Principaux défis du développement de l'Afrique	1
2. Une CEA repositionnée afin de mieux relever les défis du développement de l'Afrique	2
2.1 Recentrage stratégique des priorités du programme de la CEA.....	2
2.2 Résultats escomptés	3
2.3 Repositionnement et renforcement des bureaux sous-régionaux.....	4
2.4 Tirer parti des partenariats	5
II. Activités projetées: 2007-2009	9
1. Activités thématiques.....	9
1.1 Intégration régionale, infrastructure et commerce	10
1.2 Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et s'attaquer aux problèmes d'égalité des sexes et de développement social.....	15
1.3. Promouvoir la bonne gouvernance et la participation populaire	18
1.4 Les TIC, la science et la technologie au service du développement	21
1.5 Renforcement de la statistique et des capacités statistiques en Afrique.....	22
2. Manifestations spéciales: Forum pour le développement de l'Afrique (ADF) et Grande Table	23
3. Promotion de la gestion des connaissances et de l'apprentissage mutuel.....	24
4. Exécution d'activités planifiées de meilleure qualité	25
III. Réussir en renforçant les partenariats	29
1. Accroître les activités pour satisfaire la demande	29
2. Incidences financières pour la période 2007-2009	29
3. Vers un partenariat renforcé.....	31
Tableaux	
3.1 Ressources du budget ordinaire (BO) et ressources extrabudgétaires (REB) pour la période 2007-2009	30
3.2 Ressources nécessaires par thème pour la période 2007-2009	30

Encadrés

- 1 Appui de la CEA au programme sous-régional des communautés économiques régionales 5
- 2 Coopération entre la CEA et la BAD.....6
- 3 Aperçu de l'appui de la CEA au programme de la Commission de l'UA.....26

Figures

- 3.1 Ventilation par thème des besoins en ressources extrabudgétaires pour la période 2007-200931

Annexes

- 1 Activités de la CEA par thème et sous-région/région.....35
- 2 Ressources nécessaires 2007-2009 (millions de dollars É.-U.)48

Abréviations

ADF	Forum pour le développement de l'Afrique
APRM	Mécanisme d'évaluation intra-africaine
BAD	Banque africaine de développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CER	Communautés économiques régionales
CUA	Commission de l'Union africaine
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONU	Organisation des Nations Unies
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SRP	Stratégies de réduction de la pauvreté
UA	Union africaine

Préface

L'Afrique connaît aujourd'hui un véritable renouveau. De nombreux événements régionaux et mondiaux intervenus au cours de la dernière décennie ont créé, pour le continent, un environnement propice à la réalisation de son programme de développement socioéconomique. Au Sommet du Millénaire en 2000, les dirigeants du monde entier ont adopté les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) afin de mobiliser la communauté internationale et de l'amener, dans un élan de solidarité, à combattre la pauvreté et le sous-développement. Peu après, en 2001, les dirigeants africains ont adopté le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en tant que cadre stratégique de développement du continent. Les OMD et le NEPAD dessinent désormais le cadre commun d'une action internationale concrète en faveur du développement de l'Afrique. En 2005, cette dynamique politique a reçu une nouvelle impulsion avec la promesse faite par les pays membres du G-8, à leur Sommet de Gleneagles, de doubler l'aide pour l'Afrique d'ici à 2010.

En dépit de ce contexte international favorable, l'examen à mi-parcours mené en 2005 a montré que, si la tendance actuelle se poursuivait, l'Afrique subsaharienne serait la seule région à ne pas atteindre les OMD en 2015, date fixée pour leur réalisation. Partant de ce constat, la communauté internationale, dans le Document final du Sommet mondial de 2005, a réaffirmé les besoins spécifiques de l'Afrique et renouvelé son engagement à accroître son appui au continent. L'Organisation des Nations Unies (ONU) elle-même, tout en procédant à de profondes réformes, cherche encore et toujours les moyens de donner plus d'effet à son action en faveur de l'Afrique.

En tant que bras régional du Secrétariat de l'ONU en Afrique, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a pour mandat de promouvoir le développement économique et social de la région. Elle joue et continuera de jouer un rôle fondamental pour l'Afrique. J'ai suivi de très près les changements en cours à la CEA et sur le continent. Aussi suis-je très heureux de constater que la CEA prend des mesures pour donner suite aux recommandations du Document final du Sommet et au processus de réforme de l'ONU et pour tenir compte des nouvelles priorités de l'Afrique, telles que définies collectivement par les dirigeants africains dans le cadre de l'Union africaine. Le présent Plan d'activités pour 2007-2009 met en lumière ce qu'une CEA recadrée a l'intention de faire pour soutenir plus efficacement les efforts de développement de la région. À cet égard, il faut se féliciter de l'accent mis sur l'intégration régionale et le renforcement des capacités de l'Union africaine. J'espère que tous les gouvernements et partenaires de l'Afrique continueront de travailler en étroite coopération avec la CEA en vue d'atteindre nos objectifs communs.



Kofi A. Annan
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Avant-propos

Les Africains tiennent le destin de l'Afrique entre leurs mains. Nul n'en doute et plus personne ne le conteste. La création récente de l'Union africaine est une manifestation de cette volonté collective de tracer le destin du continent, d'éclairer l'avenir de tous les peuples africains. Grâce à notre détermination et à notre diligence, nous avons beaucoup avancé, ces dernières années, face aux nombreux défis qui se posent à notre continent. Nous avons enregistré des progrès substantiels en termes de paix, de stabilité et de sécurité dans diverses régions du continent. Nous avons créé des structures telles que la Commission de l'Union africaine (CUA), le Conseil de paix et de sécurité, le Conseil économique, social et culturel, le Parlement panafricain et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples pour répondre aux multiples besoins liés à l'exécution du programme de développement socioéconomique et d'intégration de la région. Depuis, l'adoption du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique par l'Union africaine a permis de créer un cadre viable pour promouvoir l'unité, la prospérité et le développement harmonieux du continent. Établi dans le même temps, le processus du Mécanisme d'évaluation intra-africaine (APRM) apporte également une contribution importante à la bonne gouvernance en Afrique. Cependant, il nous reste encore plusieurs défis redoutables à relever, en particulier dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et la maladie.

Pour accompagner ces efforts, la communauté internationale a récemment pris l'engagement d'accroître globalement l'aide à l'Afrique et de répondre aux besoins spécifiques des pays africains. Cette décision très encourageante est particulièrement opportune, le paysage institutionnel régional étant remodelé par l'émergence de l'Union africaine et de ses organes. L'assistance de tous nos partenaires peut beaucoup contribuer à l'exécution de ce programme régional.

La Commission de l'Union africaine (CUA) est par conséquent très encouragée de constater que le système des Nations Unies prend des mesures pour accroître l'aide qu'il lui fournit et pour renforcer son partenariat avec elle dans tous les domaines. Il va sans dire que la Commission économique pour l'Afrique (CEA) doit, à cet égard, jouer un rôle important en appuyant et en facilitant les activités de l'UA et des communautés économiques régionales.

Le présent plan d'activités énonce un programme global d'action, en vue d'appuyer les priorités de développement de l'Union africaine et de son programme concernant le NEPAD. En collaboration avec l'Union africaine et la Banque africaine de développement, la CEA doit, sans conteste, jouer un rôle essentiel dans la réalisation de cette vision et de ce plan d'action pour le continent. Ces trois institutions, qui sont désormais déterminées à renforcer leur coopération, ont mis en place un mécanisme pour éviter le chevauchement des activités dans les principaux domaines et, par conséquent, maximiser l'impact de l'ensemble de leurs activités sur le développement.

La Commission de l'Union africaine souscrit entièrement à la vision et au plan d'activités de la CEA car il s'agit d'un cadre viable qui permet aux partenaires d'accroître leur concours et d'apporter une assistance précieuse à la mise en œuvre du programme d'action stratégique de l'Union africaine et à la réalisation des objectifs de développement globaux de l'Afrique.



Alpha Oumar Konaré
Le Président de la Commission de l'Union africaine

Introduction

Au début du mois de mars de cette année, j'ai créé une Équipe de travail chargée d'examiner l'orientation stratégique, les programmes, la structure organisationnelle, la gestion et les processus administratifs de la Commission. L'Équipe de travail a terminé ses travaux en juin 2006 et présenté des recommandations qui ont été intégralement approuvées par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine tenu à Banjul, les 1^{er} et 2 juillet 2006. Le Sommet a réaffirmé à cette occasion, le rôle crucial de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en tant qu'institution clef et nécessaire de l'ONU en Afrique, pour appuyer et faciliter les activités de la Commission de l'Union africaine (CUA) et des communautés économiques régionales (CER). L'examen de l'Équipe de travail a notamment permis de repositionner la CEA pour mieux relever les défis de développement de l'Afrique, ainsi que de redéfinir les priorités et l'axe du programme de travail de la Commission.

Le Plan d'activités pour la période 2007-2009 présente clairement le programme de travail de la CEA pour les trois prochaines années. Il indique comment la Commission s'est repositionnée afin de mieux relever les défis pour le développement de l'Afrique et comment elle prévoit d'intensifier, au cours des trois prochaines années, ses activités dans les domaines recensés. Il indique également comment la Commission se propose de travailler avec la CUA, la Banque africaine de développement (BAD), les communautés économiques régionales et les autres partenaires de développement pour réaliser les nouvelles priorités du continent.

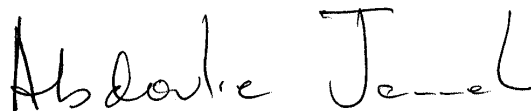
Le présent Plan d'activités comprend quatre parties. La première partie met en lumière les défis majeurs pour le développement de l'Afrique, la façon dont la CEA s'est repositionnée pour les relever et ses avantages comparatifs à cet égard. On y apprend que la CEA prévoit de repositionner et de renforcer ses cinq bureaux sous-régionaux pour leur permettre de jouer un rôle plus important dans l'exécution de son programme de travail. L'institution compte également renforcer et moderniser ses méthodes de gestion, notamment la gestion de ses ressources humaines, la planification et l'établissement de son budget et ses services financiers, afin d'améliorer l'efficacité, le rapport coût/efficacité, la prise en compte des coûts et la compétitivité. La deuxième partie présente les projets/activités prioritaires que la CEA mène actuellement, ainsi que les nouvelles initiatives qui seront mises en œuvre pendant la période 2007-2009 pour répondre aux nouvelles priorités et aux besoins actuels des États africains. La troisième partie indique les ressources financières requises pour réaliser les projets et activités prioritaires présentés plus haut, ainsi que les initiatives nouvelles et actuelles visant à renforcer les partenariats bilatéraux et multilatéraux de la CEA.

Comme je l'ai indiqué à nos partenaires lors d'une réunion tenue au mois de juin de cette année, la CEA est tributaire de deux principales sources de financement pour l'exécution de son programme de travail: d'une part, le budget ordinaire par le biais duquel l'Assemblée générale de Nations Unies alloue des ressources à la Commission et, d'autre part, les ressources extrabudgétaires, c'est-à-dire les contributions des donateurs bilatéraux et multilatéraux. Toutefois, ces 10 dernières années, les ressources allouées à la CEA au titre du budget ordinaire sont restées constantes, en termes réels, lorsqu'elles n'ont pas diminué, dans le droit fil des restrictions budgétaires en vigueur à l'ONU. Il est donc devenu évident que, pour exécuter son programme de travail et aider les principaux éléments du cadre de développement régional en Afrique, la Commission est largement tributaire des ressources extrabudgétaires fournies par les partenaires et les donateurs.

S'agissant de l'avenir, il nous faudrait disposer d'importantes ressources extrabudgétaires sur une longue période, non seulement pour poursuivre et consolider les efforts actuels, mais également pour répondre comme il convient aux nouvelles priorités indiquées dans les sections ultérieures du présent Plan.

Le renouvellement de votre partenariat, particulièrement en ce qui concerne l'aide budgétaire, assure une assistance financière plus prévisible, plus continue et plus régulière qui permet à la Commission de répondre facilement aux nouvelles priorités et attentes des États membres.

Je demande instamment à nos amis et partenaires de nous aider à obtenir les ressources nécessaires pour que nous puissions nous acquitter de notre mandat renouvelé. Je vous suis très reconnaissant pour tous vos encouragements et tout le soutien que vous m'avez apportés depuis que j'ai pris mes fonctions de Secrétaire exécutif de la CEA et je me réjouis à l'idée de renforcer notre collaboration et notre partenariat au cours des prochaines années.

A handwritten signature in black ink, reading 'Abdoulaye Jannet'. The script is cursive and fluid, with the first name 'Abdoulaye' and the last name 'Jannet' clearly distinguishable.

Abdoulie Jannet
Le Secrétaire exécutif de la
Commission économique pour l'Afrique

I. La CEA face aux défis du développement de l'Afrique

1. Principaux défis du développement de l'Afrique

La préservation de la paix et de la sécurité est un des impératifs majeurs pour le développement de l'Afrique. En plus de leurs coûts humains et matériels, les conflits entravent le processus de production, détruisent les infrastructures, empêchent la prestation fiable de services sociaux et perturbent le bon fonctionnement de la société. Outre la nécessité d'assurer la paix et la sécurité, il convient de relever quatre défis majeurs, à savoir:

- *Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement: stratégies pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté.* L'Afrique est la région du monde qui compte la plus forte proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour et la seule où la pauvreté augmente en termes absolus et relatifs depuis 1980. Par conséquent, le défi majeur, pour l'Afrique, consiste à réduire la forte incidence de la pauvreté. Pour relever ce défi et réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, les pays africains doivent élaborer et appliquer des stratégies tendant à promouvoir une croissance et un développement durables et équitables.
- *Promouvoir l'intégration en vue du développement.* L'Afrique est le continent le plus morcelé: elle compte un grand nombre de petits pays. Malgré les engagements pris depuis longtemps et l'accent mis par les dirigeants africains sur le processus d'intégration régionale, la lenteur des progrès accomplis demeure un défi majeur. L'intégration régionale est nécessaire pour lever les contraintes inhérentes à l'exiguïté et à la fragmentation des économies des pays africains et, également, pour faire mieux entendre la voix du continent dans la gestion des problèmes économiques internationaux.
- *Tirer parti de la mondialisation.* La mondialisation a modifié le fonctionnement du système économique international et pose d'importants défis aux pays africains, qui continuent d'être exclus des avantages qui en découlent. Il importe, pour faire face à ce problème, de formuler des politiques viables, fondées sur une bonne connaissance du processus de la mondialisation et de ses incidences sur le développement de l'Afrique.
- *Renforcer les institutions et les capacités.* Les pays africains doivent relever des défis en ce qui concerne la création d'États compétents et le renforcement des institutions dans le cadre d'une meilleure gestion du processus de développement. Le rôle important que jouent les institutions dans le processus de développement est reconnu dans le NEPAD. Le Mécanisme d'évaluation intra-africaine permet aux pays africains d'apprendre les bonnes pratiques de leurs pairs et d'obtenir une évaluation objective de leurs propres résultats dans ce domaine.

Beaucoup de pays africains ont pris des mesures ambitieuses pour relever les défis qui se posaient à eux, individuellement et collectivement. L'un des principaux acquis a été la transformation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en Union africaine (UA) et l'élaboration du cadre du NEPAD. La CEA a joué, à cet égard, un rôle important en appuyant ces initiatives dès leur conception.

2. Une CEA repositionnée afin de mieux relever les défis du développement de l'Afrique

Le double rôle que joue la CEA, en tant qu'organisme régional de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et en tant que partie intégrante du paysage institutionnel régional en Afrique, lui permet d'apporter une contribution spécifique aux efforts des États membres. Elle tire sa force de son rôle d'organisme unique des Nations Unies chargé d'agir à l'échelon régional et sous-régional pour mobiliser les ressources et les mettre au service de la réalisation des priorités de l'Afrique. Il s'agit là d'un aspect particulièrement important, car l'Union africaine et le NEPAD aussi ont une vocation essentiellement régionale et sous-régionale. Cet avantage comparatif transparait également dans le rôle de premier plan qu'assume la CEA en coordonnant l'appui interinstitutions de l'ONU en faveur du NEPAD.

Pour atteindre les objectifs fixés avec le maximum d'efficacité, la CEA doit s'inspirer des priorités continentales lorsqu'elle prépare sa contribution aux efforts visant à relever les défis du développement de l'Afrique. C'est dans ce contexte qu'elle s'est à présent repositionnée et qu'elle a, sur le plan stratégique, harmonisé les priorités de son programme avec celles de l'Union africaine et du NEPAD.

2.1 Recentrage stratégique des priorités du programme de la CEA

Conformément à son mandat et au programme de l'Union africaine, la CEA a recentré les priorités de son programme et maintenu ses capacités d'analyse et de partage de connaissances sur tous les thèmes de développement. Elle a maintenant axé ses activités sur un nombre plus limité de secteurs et de domaines dans lesquels sa compétence, sa contribution et ses avantages comparatifs sont largement reconnus. Dans ce contexte, elle s'efforcera d'obtenir des résultats dans deux domaines qui sont liés et qui se renforcent mutuellement:

- *Promouvoir l'intégration régionale pour appuyer la vision et les priorités de l'Union africaine.* La CEA apportera son concours à l'exécution du programme d'intégration régionale de la Commission de l'Union africaine en axant ses efforts sur la recherche et l'analyse de fond sur les questions en jeu. Elle s'emploiera également à renforcer les capacités des institutions motrices de l'intégration régionale qui mettent en œuvre un grand nombre d'initiatives et d'activités transfrontières dans des secteurs essentiels, notamment les communautés économiques régionales, et elle leur fournira une assistance technique.
- *Répondre aux besoins spéciaux de l'Afrique et relever les nouveaux défis mondiaux.* La CEA reconnaît qu'il faut concentrer l'attention sur les besoins spéciaux de l'Afrique,

en particulier dans le cadre des efforts visant à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. Elle mettra, à cet égard, l'accent sur l'appui aux efforts visant à éliminer la pauvreté, à mettre les pays africains sur la voie d'une croissance et d'un développement durables, à mettre un terme à la marginalisation de l'Afrique dans le processus de mondialisation et à accélérer l'autonomisation des femmes.

En tant que volet important des efforts qu'elle fait dans ces deux domaines, la CEA renforcera son assistance au Mécanisme d'évaluation intra-africaine et encouragera l'apprentissage mutuel, favorisant ainsi le partage des bonnes pratiques dans plusieurs domaines du développement.

2.2 Résultats escomptés

L'orientation stratégique du travail de la CEA sur les deux axes susmentionnés s'accompagne de la définition de résultats précis et de produits qui peuvent être mesurés et suivis. Il s'agit de renforcer les capacités en Afrique, afin de parvenir à une croissance et à un développement durables et intégrés. Les résultats escomptés du travail de la CEA en matière de développement sont notamment les suivants:

- Intensification de l'intégration régionale et de l'insertion dans l'économie mondiale;
- Accélération des progrès en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment la réduction de la pauvreté, le développement durable et l'égalité des sexes;
- Amélioration des politiques macroéconomiques, de la gouvernance politique et de la gestion économique;
- Intensification du développement des TIC et de la participation à l'économie du savoir;
- Amélioration des capacités statistiques des États membres pour permettre la planification des activités concernant la réalisation des OMD et le suivi des progrès accomplis;
- Renforcement des institutions, des centres d'excellence et de leur interconnexion.

Certains de ces résultats concernent des domaines transversaux tels que la mise en place de structures davantage soucieuses d'équité entre les sexes, l'amélioration de la gouvernance, la promotion d'un développement appréciable après les conflits et l'adoption d'une approche du développement davantage axée sur les droits de l'homme. Tous les éléments du programme de travail de la CEA tendront vers ces résultats. Pour parvenir aux résultats escomptés dans tous ces domaines, il faudra mettre l'accent sur la gestion des connaissances, la qualité et le renforcement des capacités pertinentes des États membres, des communautés économiques régionales et des autres institutions régionales.

2.3 Repositionnement et renforcement des bureaux sous-régionaux

Au cours des trois prochaines années, la CEA mettra un accent particulier sur la réalisation du plan d'action pour ses bureaux sous-régionaux que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante et unième session. Ce programme visant à renforcer les bureaux sous-régionaux fait suite à l'évaluation menée par le Bureau des services de contrôle interne de l'ONU (BSCI) en 2004. Les bureaux sous-régionaux constituent normalement la jonction entre le siège, les États membres et les communautés économiques régionales. La CEA s'emploie depuis longtemps renforcer sa présence sous-régionale, en permettant aux bureaux sous-régionaux de jouer un plus grand rôle dans l'exécution du programme de travail de la Commission. Compte tenu des priorités et des préoccupations des États membres et des communautés économiques régionales, les bureaux sous-régionaux devront en particulier:

- Diriger la formulation et l'exécution du programme de la CEA à l'échelon sous-régional;
- Promouvoir et appuyer la mise en œuvre de priorités et programmes spécifiques à l'échelon sous-régional;
- Constituer une antenne sous-régionale pour la gestion et la mise en réseau des connaissances.

Dans le cadre de leur mandat, les bureaux sous-régionaux s'efforceront maintenant d'établir des partenariats et des réseaux plus solides avec les autres partenaires intéressés. Plus particulièrement, ils verront leurs capacités renforcées, disposeront de ressources plus importantes et seront mieux placés pour:

- Être des partenaires privilégiés des communautés économiques régionales;
- Établir des partenariats avec les bureaux et institutions sous-régionaux de la Commission de l'Union africaine;
- Mobiliser les États membres dans le cadre des équipes de pays de l'ONU;
- Participer à un programme conjoint UA/BAD/CEA d'intégration régionale.

Encadré 1 Appui de la CEA au programme sous-régional des communautés économiques régionales

Les partenariats stratégiques avec l'Union africaine et la Banque africaine de développement, la collaboration avec les communautés économiques régionales et l'assistance à ces dernières sont le premier pilier du repositionnement de la CEA. Les bureaux sous-régionaux, le deuxième. C'est pourquoi, dans son rapport sur le renforcement du rôle des bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique, le Secrétaire général a souligné qu'ils étaient des partenaires «privilégiés» des communautés économiques régionales, et préconisé la conclusion d'accords de partenariat avec ces dernières pour la réalisation de programmes pluriannuels. Les communautés économiques régionales ont indiqué, soit directement, par écrit, à la CEA, soit dans leurs plans stratégiques respectifs, les domaines dans lesquels le partenariat avec la CEA serait particulièrement nécessaire et efficace.

L'intégration régionale et le commerce sont les deux principaux domaines dans lesquels la CEA pourrait apporter une assistance aux communautés économiques régionales. Le choix de ces domaines s'explique par la nécessité de renforcer les capacités des communautés économiques régionales pour a) mieux suivre les résultats obtenus dans le processus d'intégration régionale; b) aider les différents États membres à élaborer et à mettre en œuvre de meilleurs programmes et politiques macroéconomiques et sectoriels, ainsi qu'à assurer un développement durable conforme à la vision de l'Union africaine et aux priorités du NEPAD; c) faciliter le consensus et renforcer les connaissances, afin d'intensifier l'intégration régionale et l'insertion dans l'économie mondiale; d) assurer la mise en œuvre, à l'échelon sous-régional, des initiatives du NEPAD concernant les infrastructures, de façon harmonieuse et coordonnée.

La CEA peut aider les communautés économiques régionales et collaborer avec elles, notamment, pour:

- Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et promouvoir l'égalité des sexes et le développement social ; à cet égard, elle peut notamment renforcer les capacités requises pour suivre les résultats obtenus et pour accélérer les progrès dans la réalisation des OMD, notamment en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, l'égalité entre les sexes et le développement durable;
- Favoriser la bonne gouvernance et la bonne administration des affaires publiques, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des États membres pour leur permettre d'améliorer la gouvernance de l'économie et des entreprises, de consolider la paix et de faciliter le dialogue entre le secteur public et le secteur privé;
- Promouvoir les technologies de l'information et des communications ainsi que la science et la technologie, l'accent étant mis sur le renforcement des compétences et une meilleure sensibilisation, ainsi que sur le renforcement et l'amélioration de l'interconnexion des institutions et des centres d'excellence;
- Élaborer des statistiques et renforcer les capacités statistiques, afin d'améliorer les capacités des communautés économiques régionales et leur permettre de suivre les progrès réalisés dans la réalisation des OMD et la mise en œuvre d'autres initiatives régionales ou mondiales.

Les domaines d'assistance spécifiques à chaque sous-région ainsi que les produits attendus sont détaillés dans l'annexe 1.

2.4 Tirer parti des partenariats

La collaboration entre les institutions continentales, les organismes des Nations Unies et les partenaires de développement oeuvrant pour l'Afrique est essentielle pour mobiliser les ressources nécessaires, assurer la cohérence de l'action et éviter le chevauchement des activités. C'est pourquoi la constitution et le renforcement de partenariats figurent en bonne place dans l'orientation stratégique de la CEA. Outre les CER, les principaux partenaires avec lesquels la CEA entend collaborer étroitement sont notamment les suivants:

La CUA et la BAD. La CEA entretient depuis longtemps des relations étroites avec l'UA et la BAD. Ce partenariat sera facilité par le secrétariat conjoint UA-CEA-BAD, qui sera relancé. L'appui de la

CEA à la CUA portera sur la recherche de consensus et le plaidoyer en faveur du développement de l'Afrique, ainsi que sur l'exécution de projets et d'activités dans les domaines suivants: intégration régionale et commerce; promotion de l'égalité des sexes et autonomisation des femmes; agriculture, eau, politique foncière et développement durable; consolidation de la paix et développement des pays sortant d'un conflit; gouvernance et renforcement des capacités des États; tous autres domaines arrêtés d'un commun accord par les deux organisations.

La CEA et la Banque africaine de développement ont conclu des accords pour régir leur coopération et leur collaboration, notamment un mémorandum d'accord dans le domaine de la coopération mutuelle. Leur partenariat a été renforcé à la suite de la réunion conjointe de hauts responsables de la CEA et de la BAD, qui s'est tenue en septembre 2006 à Tunis. Les deux institutions ont signé, à cette occasion, un accord de collaboration en vue d'un partenariat et de l'exécution conjointe de projets et d'activités dans un grand nombre de domaines.

Encadré 2 Coopération entre la CEA et la BAD

La nouvelle direction de la BAD et celle de la CEA ont renouvelé leur engagement en faveur d'un nouveau partenariat solide, axé sur les résultats, qui doit permettre d'éviter les doubles emplois, d'exploiter les synergies et de maximiser l'impact de leurs activités conjointes sur le développement. Les deux organisations ont défini un cadre de collaboration fondé sur les activités complémentaires dans les principaux thèmes de développement suivants:

Intégration régionale, communautés économiques régionales, commerce et secteur privé: Collaborer en ce qui concerne les questions relatives à la rationalisation des communautés économiques régionales, le programme d'infrastructure du NEPAD ainsi que son Initiative de développement spatial, les unions douanières, la libre circulation des biens et des services, le profil du secteur privé et l'élaboration de la perspective africaine en ce qui concerne l'Initiative «Aide pour le commerce »;

Agriculture, ressources naturelles, énergie, environnement/eau et développement durable: Promouvoir le développement intégral du sous-secteur de l'agriculture et des agro-industries privées, les activités concernant la productivité, la politique foncière et la gestion des ressources naturelles, ainsi que les projets relatifs à l'Initiative de développement spatial;

Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes: La collaboration proposée vise à améliorer les politiques sexospécifiques, à renforcer les capacités d'exécution et de suivi des programmes sexospécifiques et à promouvoir une plus grande autonomisation des femmes dans le secteur du commerce et des échanges;

Gouvernance dans les États fragiles après les conflits: La CEA et la BAD évalueront les plans d'action nationaux dans le cadre du Mécanisme d'évaluation intra-africaine, participeront à des missions conjointes d'assistance technique dans les pays participant au Mécanisme, contribueront à l'accélération des activités du Mécanisme et évalueront les défis à relever et les conditions requises pour mettre en place un État compétent;

Gestion des connaissances, renforcement des capacités et statistiques: Les deux institutions ont convenu de collaborer dans les domaines suivants: recherche, statistique, formation et renforcement des capacités, conférences, séminaires et colloques, gestion des connaissances et initiatives spéciales. Elles reconnaissent que des statistiques fiables permettent de prendre des décisions judicieuses, aident les gouvernements à trouver les meilleures solutions aux problèmes, sont essentielles à toute prestation efficace de services essentiels et sont indispensables pour promouvoir la responsabilité et la transparence.

La BAD et la CEA travailleront ensemble à l'élaboration du rapport économique sur l'Afrique, une publication annuelle, ainsi qu'à l'organisation de la Grande Table et du Forum pour le développement de l'Afrique (ADF).

PNUD et autres organismes des Nations Unies. La CEA travaillera avec le PNUD et les autres organismes des Nations Unies à une meilleure coordination des activités de l'ONU en Afrique, notamment en ce qui concerne la fourniture d'une assistance technique et de services consultatifs à l'échelon

sous-régional. En conséquence, la Commission, à travers le mécanisme consultatif régional que préside son Secrétaire exécutif, prend actuellement des dispositions pour renforcer la coordination en matière de prestation conjointe de services. En particulier, les Bureaux sous-régionaux et les Centres régionaux de services du PNUD oeuvreront de concert au niveau régional et examineront avec les institutions spécialisées des Nations Unies la possibilité de rétablir les divisions mixtes dans les secteurs clefs. Le partenariat entre la CEA et les autres organismes des Nations Unies couvrira une large gamme de services.

Partenaires bilatéraux et autres. Les partenaires bilatéraux ont soutenu les activités de la CEA, par le financement, le partage de données d'expérience et la prestation conjointe de services. Si la plupart des partenaires bilatéraux actuels appartiennent au Comité d'aide au développement (CAD) et à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les bons résultats économiques de pays non membres de l'OCDE, comme le Brésil, la Chine et l'Inde, offrent à la CEA l'occasion d'élargir sa base de partenariat. La Commission renforcera également sa collaboration avec les pays africains à travers le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA).

Universités, instituts de recherche et organisations de la société civile. Engagée à créer et à gérer des connaissances au sein du continent, la CEA établira un partenariat avec les universités et les institutions de recherche africaines, ainsi qu'avec les organisations de la société civile travaillant sur les questions de développement. Ces groupes sont des partenaires naturels de la Commission, étant bien placés pour compléter son travail dans les deux piliers de son programme, en particulier le renforcement des capacités et la gestion des connaissances. Le partenariat avec les organisations de la société civile s'articulera autour de l'analyse de fond, de la recherche de consensus et du plaidoyer, qui sont les points forts de ces organisations.

II. Activités projetées: 2007-2009

La nouvelle orientation stratégique de la CEA déterminera les priorités à mettre en œuvre et les activités à entreprendre par la Commission durant les trois années du présent Plan d'activités. Les activités thématiques seront complétées par des initiatives spéciales visant à promouvoir le consensus et à arrêter une position africaine sur des questions clefs. Dans l'ensemble de son travail, la CEA mettra l'accent sur une gestion plus efficace des connaissances et sur l'apprentissage mutuel. Le souci du résultat se traduira par une attention systématique à la qualité et au suivi des produits de la CEA. Enfin, d'importantes mesures ont été prises dans le cadre du repositionnement de la Commission afin de doter celle-ci de la capacité nécessaire pour exécuter efficacement le plan proposé.

1. Activités thématiques

Dans le cadre des deux piliers de son travail - *promouvoir l'intégration régionale* et *contribuer à répondre aux besoins spéciaux de l'Afrique*- la CEA portera son attention sur les domaines thématiques suivants:

- Intégration régionale, infrastructure et commerce;
- Réalisation des OMD, un accent particulier étant mis sur la réduction de la pauvreté, la croissance, le développement durable et l'égalité des sexes;
- Promotion de la bonne gouvernance et de la participation populaire;
- TIC, science et technique au service du développement;
- Statistiques et développement de la statistique.

Le premier domaine thématique traduit le désir clairement exprimé par les pays africains de voir se réaliser une plus grande intégration du continent et son insertion dans l'économie mondiale. Le deuxième reflète la volonté de la CEA de faire en sorte que des questions comme la lutte contre la pauvreté, la nécessité de placer l'Afrique sur la voie d'une croissance durable et l'autonomisation accélérée des femmes continuent de bénéficier d'une attention soutenue. La bonne gouvernance est essentielle pour améliorer les perspectives de développement de l'Afrique, vu le rôle crucial que jouent les institutions dans ce domaine. En outre, la participation populaire est vitale pour asseoir la légitimité des institutions et réduire le risque de conflits.

Les TIC, comme la science et la technique sont déterminantes non seulement pour la mise en place d'infrastructures, mais également pour l'accession des pays africains à l'économie du savoir. L'une des activités clefs bénéficiant d'une attention accrue dans le cadre de l'orientation stratégique de la CEA porte sur les statistiques et le développement de la statistique, thème qui vise à créer des systèmes statistiques fiables dans les pays africains et à faciliter le bon suivi des progrès accomplis dans la réalisation des OMD.

Le choix des activités à entreprendre dans le cadre de chaque module thématique est dicté, d'une part, par la demande des États membres et des communautés économiques régionales exprimée dans diverses instances et, d'autre part, par les compétences propres de la CEA. Ces activités reposent également sur le potentiel de synergie et de mobilisation que recèlent les partenariats de la CEA (première partie). En matière de prestation de services, la CEA privilégiera l'échelon régional et sous-régional. Il est prévu à cet effet que chaque Bureau sous-régional renforcé joue un rôle moteur dans la sous-région dont il a la charge.

Au niveau régional, la CEA déploiera ses activités essentiellement dans les deux domaines précités. Premièrement, la CEA jouera un rôle déterminant en matière de suivi et de notification des progrès accomplis dans la concrétisation des engagements pris aux niveaux mondial et continental, favorisant ainsi le progrès en matière de responsabilité mutuelle. Forte de son expérience en matière d'apprentissage mutuel sur les Stratégies de réduction de la pauvreté (SRP), la CEA s'attachera à promouvoir, par l'intermédiaire du groupe d'apprentissage mutuel, la diffusion de connaissances et l'échange de bonnes pratiques sur un grand nombre de sujets. Deuxièmement, la CEA maintiendra son importante contribution dans le domaine du plaidoyer et de la recherche de consensus, notamment concernant la définition de positions communes permettant à l'Afrique de mieux se faire entendre au sein des instances internationales.

S'agissant des activités sous-régionales, une attention particulière sera accordée aux services consultatifs et à l'assistance technique fournis aux communautés économiques régionales, qui pourront ainsi mettre en œuvre leurs programmes et, en particulier, promouvoir l'intégration régionale. Des initiatives multinationales lancées avec des partenaires comme les CER, l'UA, la BAD, le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies déboucheront sur des résultats à l'échelon aussi bien sous-régional que régional.

Une des priorités essentielles de la CEA dans les trois prochaines années sera de soutenir les CER ainsi que le secrétariat du NEPAD, et de renforcer leurs capacités pour la mise en œuvre des programmes du NEPAD, notamment en matière de suivi et d'évaluation. La Commission oeuvrera également à renforcer l'actuel mécanisme consultatif régional entre les organismes des Nations Unies afin d'améliorer la coordination et la cohérence des activités en Afrique de ces organismes dans les sept domaines thématiques du NEPAD. Cette démarche cadre avec les réformes en cours de l'ONU, qui visent à favoriser la cohérence et l'harmonisation. Les activités particulières à mener dans le cadre de chaque domaine thématique concernant chacune des sous-régions et le continent dans son ensemble sont détaillées à l'annexe 1 et résumées ci-après par thème.

1.1 Intégration régionale, infrastructure et commerce

Les pays africains prennent de plus en plus conscience de l'intérêt de la coopération et de l'intégration régionales, en tant que stratégie pour favoriser une relance et une croissance économiques vigoureuses et durables, et pour devenir un acteur influent de l'économie mondiale. À cet effet, les pays et les gouvernements d'Afrique poursuivent, à travers les CER et l'UA, des programmes qui devraient déboucher sur la création d'une Communauté économique africaine.

Pour une intégration et un développement poussés, l'Afrique a besoin d'infrastructures et de services efficaces. Aussi, le travail de la CEA pour les trois années à venir sera-t-il centré sur le soutien aux efforts de développement des infrastructures dans le cadre du NEPAD. Si la Commission s'est engagée à renforcer les infrastructures du continent, c'est qu'elle est profondément convaincue qu'un solide système de transport et de communications interrégional et international contribue à la facilitation, à la promotion et au développement du commerce international et intra-régional, de même qu'il favorise la croissance économique durable et la lutte contre la pauvreté.

A. Intégration régionale et coopération économique

La CEA soutient le processus d'intégration régionale dans le cadre de la stratégie africaine pour la transformation économique et l'intégration dans l'économie mondiale. Dans ce domaine d'importance capitale, la CEA surveillera les progrès accomplis en matière d'intégration, de renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Traité d'Abuja portant création de la Communauté économique africaine et pour la promotion des initiatives du NEPAD, en ce qui concerne notamment le développement des infrastructures, les questions sectorielles et l'apprentissage mutuel.

État de l'intégration régionale en Afrique (ARIA). Une analyse et une évaluation fiables des progrès accomplis dans le domaine de l'intégration régionale sont essentielles pour l'élaboration de politiques stratégiques et la prise de décisions. La série de rapports sur l'*État de l'intégration régionale en Afrique (ARIA)*, inaugurée il y a environ quatre ans, offre un outil pour le contrôle et le suivi des progrès accomplis aux niveaux sous-régional et régional concernant l'intégration des secteurs clefs. ARIA III (2007) sera essentiellement consacrée aux problèmes d'intégration monétaire et de convergence des politiques macroéconomiques, tandis que ARIA IV (2009) traitera des questions de développement des infrastructures.

Aspects décisionnels et institutionnels de la coopération et de l'intégration régionales. La CEA aidera les États membres, l'UA et les CER à développer leurs capacités techniques et institutionnelles pour mettre en œuvre le Traité d'Abuja et réaliser les objectifs d'intégration du NEPAD. Il s'agit pour la Commission, d'une part, de renforcer son soutien en matière d'intégration dans les secteurs minier, industriel, agricole, monétaire et financier, ainsi que dans les secteurs des transports et des télécommunications, et, d'autre part, d'aider les CER à intégrer leurs programmes pour les mettre au service de la création de la Communauté économique africaine. La CEA appuiera la mise en application des initiatives d'intégration régionale, par l'intermédiaire de ses cinq Bureaux sous-régionaux et de concert avec certaines équipes de pays de l'ONU. Elle soutiendra également l'Union africaine conformément au cadre de collaboration entre celle-ci et l'ONU. Le Bureau sous-régional en Afrique de l'Ouest servira de cadre de soutien aux activités de coopération et d'intégration économique de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), tandis que le Bureau sous-régional en Afrique centrale dirigera les efforts visant à accroître l'efficacité de la Commission internationale du Bassin Congo-Oubangui-Shanga.

Promouvoir le commerce intra-africain. La volonté de développer le commerce intra-africain est au cœur des efforts d'intégration régionale, et plusieurs communautés économiques régionales projettent de se transformer en zones de libre-échange ou en unions douanières. La CEA soutiendra ces efforts en tenant compte des priorités des diverses sous-régions et de leur niveau actuel d'intégration. Ce

soutien favoriserait la mise en application du Traité d'Abuja portant création de la Communauté économique africaine.

Groupe d'apprentissage mutuel sur la gestion des ressources naturelles. La CEA mettra sur pied un Groupe d'apprentissage mutuel sur la gestion des ressources naturelles dans le cadre de ses activités de gestion des connaissances et d'apprentissage mutuel. Il s'agit d'offrir aux décideurs une tribune pour échanger des données d'expérience et pour répertorier des pratiques de référence dans ce domaine. Le Groupe rassemblera des praticiens de la mise en valeur des ressources naturelles, aussi bien ceux du gouvernement et du parlement que ceux du secteur privé, de la communauté universitaire et de la société civile, pour les sensibiliser à l'importance potentielle des ressources naturelles en matière de développement économique et de croissance à long terme. Il mettra également à la disposition de ces praticiens des outils pour concevoir et mettre en œuvre des politiques, ainsi que pour renforcer leurs connaissances et capacités en matière de mise en valeur et de gestion des ressources naturelles.

Favoriser la mise en œuvre des initiatives du NEPAD pour l'infrastructure. L'Afrique dispose de très faibles moyens pour faire face à ses propres besoins en infrastructures. Afin de surmonter ce problème, on a, dans le cadre du NEPAD, accordé la prééminence à l'infrastructure et lancé une nouvelle Initiative de développement spatial afin d'améliorer la prestation de services infrastructurels, notamment en en revoyant les cadres politique, juridique et réglementaire. La CEA apportera un appui stratégique aux activités du NEPAD concernant l'infrastructure et contribuera à l'évaluation des études de faisabilité dans les domaines du transport, de l'énergie, des ressources en eau et des ressources naturelles, destinées à promouvoir l'intégration régionale.

La Commission oeuvrera dans toutes les cinq sous-régions à mieux harmoniser le développement des infrastructures, tout en offrant une assistance technique à East Africa Power Pool, à Électricité des Grands Lacs et à SINELAC. Elle contribuera également à la création d'un mécanisme de financement des projets d'infrastructure en Afrique centrale et soutiendra les initiatives énergétiques en Afrique du Nord et en Afrique australe.

La CEA aidera les États membres à suivre les progrès de la libéralisation du marché des transports aériens prévue par la Décision de Yamoussoukro. En outre, de nouveaux mécanismes pour financer les infrastructures et les matériels de transport ainsi que pour faire face aux difficultés liées à la libéralisation, à la sûreté et à la sécurité, à la réduction des coûts de transport et à l'utilisation des TIC seront conçus et mis au service de ce secteur. Au niveau sous-régional, la CEA aidera le secrétariat de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à exécuter ses programmes d'infrastructure de transport et les pays de l'Afrique centrale à améliorer la connectivité des transports aériens dans leur sous-région. Le Bureau sous-régional en Afrique de l'Est apportera une assistance similaire pour la gestion des couloirs de transport en Afrique orientale; en Afrique du Nord, l'appui ira à l'élaboration de plans et politiques de transports intégrés.

Promouvoir la mise en valeur et la gestion efficaces des ressources en eau. La CEA s'attachera à renforcer la capacité des États membres de mettre en valeur et de gérer leurs ressources en eau, en encourageant la mise en œuvre de la Vision africaine de l'eau en 2025. À cet égard, la Commission aidera les États membres, les organisations de bassins fluviaux et les CER à mettre au point des stratégies et des plans intégrés de gestion de bassins fluviaux et de bassins hydrographiques. Elle publiera le rapport biennal sur la mise en valeur des ressources en eau en Afrique, comme

contribution au Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau. La CEA contribuera également au renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour la mise en œuvre des initiatives liées à l'eau, notamment dans le cadre du Réseau d'information africain sur les ressources en eau en Afrique et de la Conférence panafricaine sur la mise en œuvre des initiatives et le partenariat dans le domaine des ressources en eau.

La Commission apportera aussi une assistance technique pour améliorer la gestion intégrée des ressources en eau, en renforçant notamment la coopération transfrontière en matière d'exploitation de ressources en eau partagées. Elle aidera, en Afrique centrale et en Afrique australe, à la réalisation d'études sur la gestion durable et efficace des cours d'eau partagés et, en Afrique orientale, à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action d'ensemble pour la mise en valeur économique durable du Bassin du lac Victoria et du Bassin des Grands Lacs. En Afrique du Nord, la CEA s'attachera à encourager le recours aux incitations économiques pour préserver la biodiversité, en mettant en place un plan d'action pour la gestion de l'eau et de l'environnement.

B. Commerce international, finance et politiques économiques

Réaliser et maintenir des taux de croissance économique élevés représentent un des défis majeurs pour les pays africains. Pour atteindre cet objectif, il faut réunir des conditions aussi essentielles que des politiques macroéconomiques stables et stimulantes, l'accès au financement du développement, l'intégration dans le système commercial international et la formulation de politiques industrielles et sectorielles efficaces. La CEA privilégiera ces aspects dans les activités qu'elle consacrera à ce secteur au cours des trois prochaines années.

Rapport économique sur l'Afrique. Ce rapport est devenu un instrument clef pour suivre les résultats économiques du continent. Comme dans les années précédentes, la CEA consacrera d'importants moyens à l'établissement de ce rapport, dont chaque édition est axée sur un thème particulier, que complètent des monographies nationales approfondies. Le Rapport traite des questions relatives à la mobilisation de ressources et comprend des recommandations pour améliorer le flux de capitaux en faveur du développement du continent. Les éditions de 2007 et de 2009 du rapport mettront l'accent sur des questions économiques d'importance pour les États membres.

Renforcement des capacités commerciales. Le Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC) continuera d'être le principal instrument des activités de renforcement des capacités commerciales de la CEA. Le Centre organisera des séminaires au plan continental et régional sur différents aspects des négociations commerciales en cours à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et au sein d'autres instances multilatérales et il effectuera des recherches sur des questions commerciales revêtant un intérêt spécial pour les pays africains. Il participera également à l'organisation de réunions sous-régionales et régionales dans le but de forger un consensus sur les principales questions commerciales. La Commission appuiera le renforcement des capacités commerciales des communautés économiques régionales (CER) de toutes les sous-régions et tâchera de faciliter un consensus pour les négociations internationales auxquelles elles participent.

Groupes chargés des négociations commerciales. Les pays africains sont continuellement tenus de prendre des décisions concernant l'OMC et les accords de partenariat économique (APE) qui ont

des conséquences majeures pour leur propre développement économique. De nombreux pays n'ont pas les capacités nécessaires pour entreprendre les études techniques permettant d'étayer les décisions et se sont souvent adressés à la CEA pour obtenir une aide à cet égard. La Commission aidera les pays africains à renforcer ou à créer des groupes spéciaux pour les négociations commerciales et à renforcer leurs capacités, notamment dans le domaine technique. Dans le même temps, elle continuera à envoyer des missions consultatives de courte durée dans les États membres.

Financement du développement en Afrique. L'une des principales difficultés que rencontrent les pays africains est de savoir comment mobiliser des ressources nationales et internationales pour le développement. La CEA suivra cette question de près, en tenant compte des principaux faits nouveaux survenus après le Sommet du G-8 à Gleneagles, où ont été prises les décisions d'annuler la dette et d'augmenter le volume de l'aide apportée à l'Afrique. Mais cela créera de nouveaux problèmes aux pays africains, notamment l'augmentation des dépenses publiques pour lutter contre la pauvreté. La CEA continuera à suivre l'évolution de la situation et aidera les pays africains à concevoir des politiques économiques bénéfiques.

Appui à l'industrie africaine. Tout comme l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Union africaine, la CEA joue un rôle de premier plan dans l'organisation de la Conférence des ministres africains de l'industrie, qui se tient tous les deux ans. La Conférence donne l'occasion de dégager un consensus autour de questions de développement industriel et d'évaluer les progrès de l'industrialisation du continent. Outre l'appui qu'elle apporte à l'organisation de la Conférence, la CEA fournira des rapports et des études techniques qui seront examinés par les ministres africains de l'industrie.

Analyse des politiques économiques. Tenant compte des graves problèmes de capacités que rencontrent les pays africains pour concevoir des politiques appropriées, évaluer les effets des chocs externes ou analyser l'impact de différentes options, la CEA contribuera à mettre en place les capacités techniques nécessaires grâce au renforcement ou à la création de groupes d'analyse des politiques économiques. Il sera ainsi possible de mieux analyser des initiatives telles que l'allègement de la dette, l'aide au commerce et la nouvelle génération de SRP en utilisant des outils plus rigoureux. Dans le même temps, la CEA continuera à fournir des services consultatifs techniques à court terme en réponse à des demandes ponctuelles.

Dans le même ordre d'idées, la CEA fournira une assistance technique aux États membres en Afrique centrale, en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est à propos de la convergence macroéconomique, alors qu'en Afrique australe, elle aidera le secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à procéder à une évaluation des programmes de convergence macroéconomique existants. Elle entreprendra une évaluation de l'impact d'une deuxième monnaie commune en Afrique de l'Ouest, ainsi que de l'harmonisation des politiques commerciales et financières en Afrique de l'Est. La CEA contribuera également à la mise au point d'un cadre de promotion des investissements et des échanges entre l'Afrique du Nord et les pays d'Afrique subsaharienne.

Partage des connaissances et réseautage. La CEA entend promouvoir l'échange de connaissances et le travail en réseaux entre spécialistes du développement en Afrique, notamment en faisant connaître les perspectives théoriques et les données empiriques les plus récentes en matière de développement

mondial dans le cadre d'une Conférence africaine sur le développement économique, qui se tiendra tous les ans à partir de 2007. Cette conférence permettra à la CEA et à un réseau de partenaires et autres parties prenantes de partager les résultats des recherches et des analyses. Le thème, qui couvrira une vaste série de questions économiques, sera différent chaque année. Les conclusions de la réunion seront publiées et diffusées à grande échelle.

1.2 Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et s'attaquer aux problèmes d'égalité des sexes et de développement social

Les pays africains ont fait un réel effort pour intégrer les OMD dans leurs plans et budgets nationaux de développement. Toutefois, en raison des tendances actuelles, on craint généralement que l'Afrique en tant que continent, à part quelques exceptions, ne réalise pas la plupart des objectifs des OMD dans les délais prévus. Au cours des trois prochaines années, les activités de la CEA relatives aux OMD seront axées sur la croissance et la réduction de la pauvreté, le développement durable et la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes et le développement social.

A. Croissance et réduction de la pauvreté

Les économies africaines doivent réaliser et maintenir des taux de croissance élevés pour pouvoir réduire l'étendue de la pauvreté sur le continent. La CEA entreprendra des activités dans ce domaine, de façon à suivre et à évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des OMD et à contribuer à l'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté adaptées. Elle encouragera également l'apprentissage mutuel en vue d'un échange de données d'expérience et d'une meilleure compréhension des questions fondamentales.

Stratégies de réduction de la pauvreté. La réalisation des OMD dépend, dans une large mesure, de la capacité des pays africains de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies et des programmes nationaux appropriés pour générer de la croissance et réduire la pauvreté. La CEA s'emploiera à renforcer la capacité des États membres dans ce domaine, et attachera une importance particulière à la croissance favorable aux pauvres, à la croissance compatible avec les OMD et à la création d'emplois, aux inégalités de revenus et aux mécanismes de financement en faveur des pauvres. En Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe, les bureaux sous-régionaux de la CEA appuieront les centres qui s'occupent des OMD et les projets « Village du Millénaire ». La CEA aidera également le secrétariat de la CEDEAO à formuler et à appliquer une stratégie sous-régionale de réduction de la pauvreté; en Afrique de l'Est, elle apportera son appui au bureau de l'Earth Institute à Addis-Abeba ; en Afrique centrale et en Afrique australe, elle soutiendra les mesures nationales de mise en œuvre du Plan d'action de Ouagadougou sur la réduction de la pauvreté et la création d'emplois.

Apprentissage mutuel en ce qui concerne les stratégies de réduction de la pauvreté (SRP). Dans le cadre de son initiative de gestion des connaissances et d'apprentissage mutuel et compte tenu de l'expérience du Groupe africain de réflexion sur les SRP et des enseignements tirés, notamment suite à la Réunion plénière africaine de 2006 sur les SRP, la CEA servira de cadre pour l'échange de bonnes pratiques et le recensement des lacunes dans la conception et la mise en œuvre des SRP.

Elle tracera également la voie à suivre pour l'élaboration de la deuxième génération de SRP, donnant ainsi l'occasion aux décideurs africains d'examiner différentes options.

La CEA appuiera le processus d'apprentissage mutuel par des activités de recherche et de sensibilisation pour faire en sorte que les SRP de deuxième génération tiennent davantage compte de l'égalité hommes-femmes et traitent des problèmes de santé comme le VIH/sida et le paludisme. La Commission travaillera également, dans la zone d'influence de la SADC, à la mise en place d'un réseau sur l'application du Plan régional indicatif de développement stratégique et des SRP nationales.

B. Développement durable et sécurité alimentaire

La CEA suivra et évaluera les progrès accomplis en matière de développement durable et veillera à la promotion de la sécurité alimentaire et du développement de l'agro-industrie en Afrique.

Rapport sur le développement durable en Afrique. Une pauvreté omniprésente, la faim et l'insécurité alimentaire, les problèmes de santé, l'analphabétisme, le manque d'accès à une eau potable et la détérioration de l'environnement et des ressources naturelles sont autant de caractéristiques communes à de nombreux pays africains. La CEA portera donc l'essentiel de son attention sur le suivi de concrétisation des perspectives régionales en matière de développement durable, notamment dans le cadre de son *Rapport sur le développement durable en Afrique*, publié tous les deux ans. La deuxième édition de ce Rapport utilisera des indicateurs de développement durable et d'autres facteurs économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels pour évaluer les résultats, échanger les bonnes pratiques et fournir une analyse approfondie du processus de transformation agricole et économique rurale en Afrique. Par ailleurs, la CEA produira une monographie sur le cadre et les indicateurs de suivi pour contribuer à la création de capacités dans les États membres et les communautés économiques régionales en vue d'évaluer les tendances du développement durable aux échelons national et sous-régional.

Garantir la sécurité alimentaire grâce à la transformation agricole et économique rurale. La CEA aidera les États membres à améliorer la sécurité alimentaire régionale, en soutenant la création de systèmes d'information et de bases de données régionaux sur les marchés agricoles. Afin de favoriser plus avant une croissance agricole généralisée et la réduction de la pauvreté, la CEA entreprendra des études approfondies sur les filières stratégiques de produits agricoles et alimentaires en privilégiant les aspects liés à l'intégration régionale. La Commission s'intéressera également à l'exploitation de la terre et des ressources en eau, de façon à contribuer au déclenchement d'une Révolution verte africaine.

À cet égard, la CEA facilitera, au niveau régional, la promotion de partenariats public-privé dans l'agriculture aux plans des échanges et des investissements, notamment en favorisant, à l'échelon des pays, les investissements public-privé dans des projets d'irrigation pouvant produire des denrées agricoles stratégiques. Étant donné l'importance de la sécurité alimentaire pour la plupart des pays africains, la CEA participera également, dans toutes les sous-régions, à l'élaboration et à l'exécution de plans d'action sur la sécurité alimentaire. En Afrique de l'Est, elle fournira également une assistance technique pour soutenir la création de réseaux d'agroforesterie.

Promouvoir le développement de l'agro-industrie. La CEA s'efforcera de mettre au point des méthodes et des démarches qui intègrent efficacement la recherche, l'accès aux marchés et le développement d'agro-industries communautaires. Il faudra, pour cela, doter les exploitants agricoles de capacités leur permettant d'identifier et d'évaluer les débouchés commerciaux, d'exploiter des entreprises rentables et d'intensifier la production agricole tout en préservant la base de ressources naturelles dont dépend leur subsistance. Compte tenu du rôle fondamental que jouent les femmes dans la sécurité alimentaire en Afrique, on se préoccupera avant tout d'améliorer leurs capacités pour accroître la production, commercialiser des volumes assez importants de produits et valoriser ces produits grâce à la transformation.

Gérer les ressources foncières. La CEA fait partie d'une initiative regroupant aussi la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement (BAD) sur le renforcement de la gestion intégrée des ressources foncières en Afrique. Cette initiative a pour objectif de dégager un consensus entre les principaux acteurs en Afrique sur la conception d'une politique foncière et d'une réforme agraire fructueuses et de convenir d'un cadre global et d'orientations communes pour la formulation et la mise en place de politiques foncières en Afrique. Le consortium travaillera en partenariat avec différents interlocuteurs, notamment les États membres, les communautés économiques régionales, les groupes de la société civile, les centres d'excellence et les partenaires de développement pour mettre au point des orientations de gestion foncière et de réforme agraire et renforcer la cohérence des programmes ayant trait aux questions foncières en Afrique. Parallèlement, la CEA concevra un mécanisme africain virtuel de politiques et d'administration foncières qui contribuera à exploiter et à gérer les connaissances et facilitera ainsi l'adoption du cadre et des orientations dans ce domaine. Elle organisera en outre des séminaires régionaux de renforcement des capacités de suivi et d'évaluation des progrès accomplis au plan des réformes des politiques foncières et administratives.

Favoriser la concrétisation des engagements du Sommet mondial pour le développement durable. Le Document final du Sommet mondial pour le développement durable préconisait l'intégration équilibrée des dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable dans les politiques aux niveaux national, sous-régional et régional. À cet égard, la CEA continuera à renforcer les capacités des États membres pour la conception de politiques, de stratégies et de mécanismes institutionnels qui favorisent l'intégration ou intègrent les trois dimensions du développement durable. Elle continuera également à mettre au point des outils d'intégration, comme la comptabilité des ressources naturelles et les évaluations intégrées, et à encourager leur utilisation dans l'élaboration des politiques, programmes et projets nationaux, sous-régionaux, régionaux et sectoriels.

C. Promotion de l'égalité des sexes et du développement social

Les inégalités entre les sexes sont encore l'un des principaux problèmes qui se posent aux pays africains. Ces inégalités se manifestent sous différentes formes, que ce soit l'accès limité des femmes aux facteurs de production, aux services sociaux et aux opportunités socioéconomiques ou leur faible représentation au niveau de la prise de décisions. La CEA mettra donc l'accent sur l'intégration des questions de genre dans les stratégies nationales de développement et sur l'évaluation des progrès accomplis à cet égard.

Rapport sur les femmes en Afrique. La prochaine édition du *Rapport sur les femmes en Afrique* sera publiée en 2007. Elle contiendra davantage d'indications et d'évaluations des progrès réalisés en vue de parvenir à l'égalité des sexes en Afrique. Le Rapport permettra également une analyse approfondie d'indicateurs individuels et de tendances dans le suivi des politiques. Par ailleurs, la CEA prévoit de produire deux numéros du bulletin d'information *Gender-Net* chaque année, pour présenter et faire connaître les bonnes pratiques en matière d'intégration des sexospécificités en Afrique.

Intégration des sexospécificités. Les activités de la CEA dans ce domaine viseront à aider les États membres à intégrer les préoccupations des hommes et des femmes dans leurs politiques, programmes et stratégies nationaux. Il s'agira notamment de concevoir un ensemble de mesures sexospécifiques qui pourront être utilisées dans les SRP et qui contribueront à améliorer l'accès des femmes aux ressources financières. La Commission encouragera également l'utilisation de modèles macroéconomiques sexospécifiques et fournira une assistance technique pour l'application et le suivi des engagements pris aux plans régional et mondial concernant les droits fondamentaux de la femme. Elle contribuera à la mise à disposition de données ventilées par sexe, en renforçant les capacités des bureaux et des systèmes nationaux de statistique pour qu'ils puissent collecter et diffuser des statistiques ventilées par sexe aux fins de l'élaboration de politiques et de la planification fondées sur des données probantes, ainsi que du suivi des progrès accomplis pour réaliser les objectifs de développement fixés aux échelons national et international.

La Commission fournira aussi des services consultatifs et des programmes de formation de groupe à l'analyse des sexospécificités et à leur intégration dans le processus budgétaire aux parties prenantes, notamment aux agents du secteur public et aux gestionnaires du secteur privé de toutes les sous-régions. Elle appuiera le renforcement institutionnel du Centre de la CEDEAO pour le développement du genre. Elle soutiendra l'intégration des questions d'égalité des sexes dans les produits destinés aux États membres, en assurant régulièrement la formation du personnel de l'organisation et en concevant des outils et des indicateurs sectoriels spécifiques.

Suivi du développement social. La CEA suivra et évaluera les progrès accomplis dans l'application des engagements internationaux relatifs au développement social, aux niveaux sous-régional et régional. Pour ce faire, elle ne perdra pas de vue la Déclaration de Dakar-Ngor (DDN) sur la population et le développement et les recommandations du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, les mandats définis lors du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement de septembre 2006 et ceux qui concernent le VIH/sida, l'éducation, la santé, la population, l'urbanisation, les établissements humains, l'emploi, les moyens de subsistance durables et les jeunes. La CEA collaborera également avec les États membres et avec d'autres partenaires pour recenser les blocages et trouver une solution, notamment en organisant des activités de renforcement des capacités.

1.3. Promouvoir la bonne gouvernance et la participation populaire

La bonne gouvernance et des institutions solides sont essentielles pour promouvoir le développement économique et renforcer la participation populaire au processus de développement. Le NEPAD a insisté également sur l'importance accordée à ce domaine et la CEA s'efforcera de promouvoir la

bonne gouvernance dans toutes ses composantes et de suivre les progrès accomplis. Elle compte également appuyer le Mécanisme d'évaluation intra-africaine, promouvoir l'efficacité des institutions de la gouvernance, encourager le développement participatif et soutenir les actions visant à donner plus de poids aux médias africains.

Rapport sur la gouvernance en Afrique. La CEA fait des recherches dont l'objectif est de développer des mécanismes et des indicateurs propres à l'Afrique pour évaluer et suivre les tendances en matière de bonne gouvernance sur le continent. Les résultats sont publiés dans le *Rapport sur la gouvernance en Afrique*, dont la première édition est parue en 2005. La deuxième édition, qui paraîtra en 2007, présentera des données actualisées sur les 27 pays africains ayant fait l'objet de l'enquête publiée dans la première édition, ainsi que les progrès accomplis sur la voie de la bonne gouvernance dans 12 autres pays. Cette activité sert également aux missions d'examen technique du Mécanisme d'évaluation intra-africaine.

Appui au Mécanisme d'évaluation intra-africaine. Quelque 26 pays africains ont maintenant adhéré au Mécanisme d'évaluation intra-africaine et les chefs d'État et de gouvernement du NEPAD ont fait de la CEA un partenaire stratégique dans ce processus. En conséquence, la Commission lui apportera un appui technique, en fournissant notamment du personnel et des experts pour les missions dans les pays. En outre, son Groupe de l'appui au Mécanisme d'évaluation intra-africaine sera très actif dans toutes les activités essentielles du Mécanisme, notamment la gestion d'une base de données de référence nationales qui servira à des évaluations critiques et crédibles. La CEA proportionnera son appui au renforcement des capacités en matière de gouvernance aux besoins et priorités des États membres, tels que définis dans le Mécanisme d'évaluation intra-africaine, et collaborera avec le secrétariat du Mécanisme et d'autres partenaires stratégiques pour encourager davantage de pays africains à y adhérer.

Promouvoir l'efficacité des institutions de la gouvernance. La Commission fournira une assistance aux États membres dans le domaine de la gouvernance politique, économique et d'entreprise ainsi que sur les questions d'efficacité institutionnelle. Cette assistance permettra de combler les déficits de capacités des institutions de la gouvernance, recensés lors des enquêtes sur la gouvernance que la CEA a menées dans les pays et lors des évaluations effectuées dans le cadre du Mécanisme. Une formation axée sur les questions relatives aux principes et objectifs de la bonne gouvernance économique et d'entreprise est également prévue à l'intention des hauts responsables et autres parties prenantes. À cet égard, la Commission soutiendra l'Afrique du Nord dans la mise au point d'un cadre stratégique visant à renforcer la compétitivité et la diversification de la sous-région. Elle fournira également une assistance technique à l'Afrique centrale et à l'Afrique de l'Est pour concevoir un cadre permettant la création de marchés financiers sous-régionaux et d'autres institutions financières à l'appui du secteur privé. La Commission cherchera également à promouvoir les initiatives de partenariats public-privé et le dialogue dans les sous-régions concernées.

Mobiliser les institutions traditionnelles de la gouvernance. Les institutions traditionnelles peuvent jouer un rôle important dans la gouvernance des États modernes. Au cours des trois prochaines années, la CEA lancera, dans au moins quatre pays africains (Afrique du Sud, Cameroun, Kenya et Nigéria), des projets pilotes sur l'intégration des institutions modernes et traditionnelles, de manière à promouvoir la gouvernance démocratique, la consolidation de la paix et la prévention

des conflits. Le projet, qui nécessitera la fourniture de services consultatifs, de cours de formation et d'une assistance technique aux États membres et aux autorités traditionnelles, sera exécuté en collaboration avec les bureaux sous-régionaux et les partenaires régionaux compétents. Il devrait contribuer à renforcer le rôle de la gouvernance traditionnelle dans les systèmes démocratiques, atténuant ainsi la violence des conflits que connaissent de nombreux pays africains.

Corruption et développement économique. Pour la CEA, créer des institutions responsables et transparentes ou renforcer celles qui existent sont des éléments déterminants dans la lutte contre la corruption. Aussi, la Commission analysera-t-elle l'incidence de la corruption sur le développement (pour en faire un outil de sensibilisation) et organisera des programmes et des ateliers de formation sur la corruption, à l'intention de parties prenantes dans les organisations de la société civile (OSC), les décideurs, la magistrature, les institutions gouvernementales, les organismes contractants, les milieux scolaires, etc. Cela facilitera l'échange de bonnes pratiques et de données d'expérience avec d'autres pays développés et en développement et mettra en évidence l'impact négatif de la corruption sur la lutte contre la pauvreté, ainsi que le rôle essentiel d'un pouvoir judiciaire indépendant et d'organismes de surveillance.

Parallèlement, la CEA encouragera la ratification de la Convention sur la prévention et la lutte contre la corruption, adoptée par l'Union africaine, et assurera le suivi et le respect de ses dispositions. Elle organisera des réunions de décideurs et de parties prenantes à l'échelon sous-régional pour faire connaître la Convention et dispensera une formation aux groupes de la société civile et autres groupes de soutien, pour en promouvoir l'adoption et la ratification et suivre les progrès accomplis en vue de sa ratification et/ou de son application.

Promouvoir le développement participatif. La CEA envisage de renforcer les capacités des organisations de la société civile de participer effectivement et de promouvoir la bonne gouvernance pour consolider le processus de démocratisation en Afrique par la relance et le renforcement du Centre africain pour la société civile. Celui-ci sera le dépositaire du savoir et de l'information concernant les questions qui intéressent les organisations de la société civile, il renforcera la contribution des OSC africaines au développement du continent et facilitera leurs relations avec le Conseil économique et social de l'Union africaine. La Commission collaborera également avec l'Institut africain de la gouvernance (IAG) pour s'occuper conjointement du renforcement des capacités et mener des travaux novateurs de recherche, de sensibilisation et de formation et apporter des réponses fondamentales aux questions concernant la gouvernance politique, économique et d'entreprise en Afrique.

Appui à la consolidation de la paix et aux pays sortant d'un conflit. Surmonter les effets de conflits violents pose des difficultés à plusieurs pays africains et des initiatives ont été lancées pour appuyer ce processus. L'ONU a créé une Commission de consolidation de la paix et l'Union africaine a mis en place un Conseil de paix et de sécurité. La CEA soutiendra la collaboration avec l'Union africaine et la Commission de consolidation de la paix pour renforcer les capacités des pays concernés, aux fins de l'élaboration et de l'exécution de programmes et projets de développement et de reconstruction après les conflits. Ces activités seront menées par l'intermédiaire des bureaux sous-régionaux en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe.

Renforcement des médias africains. La CEA est déterminée à contribuer au développement des médias dans le cadre de la promotion générale de la bonne gouvernance et des États capables. Donnant suite aux recommandations du rapport de la Commission pour l'Afrique du Royaume-Uni, elle a joué un rôle de premier plan dans l'initiative STREAM, qui envisage des moyens de renforcer les capacités des médias en Afrique. Elle collaborera désormais avec des partenaires régionaux et internationaux à l'appui de l'élaboration et de la mise en place d'un cadre africain pour le développement des médias, dont l'objectif sera d'accroître l'aide fournie à ce secteur. Les principales activités concerneront l'organisation d'une conférence des parties prenantes, d'une conférence des donateurs et d'un forum annuel pour le développement des médias africains ainsi que le lancement d'initiatives de développement des médias aux niveaux régional et sous-régional.

1.4 Les TIC, la science et la technologie au service du développement

Une utilisation appropriée de la science et de la technologie est indispensable pour l'industrialisation et le développement durable de l'Afrique, dans l'environnement mondial concurrentiel d'aujourd'hui. Les activités de la CEA toucheront donc principalement:

- La promotion de l'utilisation des TIC au service du développement;
- La sensibilisation à la société de l'information et à l'économie du savoir;
- L'appui à l'information géographique pour le développement;
- La promotion de la science, de la technologie et de l'innovation aux fins du développement.

Les TIC au service du développement. La CEA s'attachera à appuyer des stratégies relatives à l'édification de l'économie numérique africaine (finance électronique, transactions en ligne, commerce électronique et contenu numérique) et à la mise en place d'un environnement propice à l'économie du savoir (cadres juridique et réglementaire, législation en ligne, cyberdroit et cyberstratégies). Elle s'efforcera également de créer des capacités en matière de sûreté électronique pour assurer la sûreté des réseaux et de l'infrastructure de l'économie du savoir, améliorer les services publics à l'intention des citoyens et des entreprises et renforcer la place des petites et moyennes entreprises (PME) et d'autres groupes de parties prenantes dans l'économie numérique et du savoir.

Le rôle des TIC s'agissant de l'intégration économique régionale, notamment en ce qui concerne le commerce intra régional, sera également renforcé. Pour faciliter le dialogue et le partage de données d'expérience entre les pays, la CEA encouragera l'harmonisation des politiques et des réglementations au niveau régional, à partir des cadres de l'Initiative «Société de l'information en Afrique» et du NEPAD, et contribuera à la mise au point, dans toutes les sous-régions, d'une politique et d'un cadre de suivi harmonisés en matière de TIC.

Suivi de la concrétisation des engagements du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Le Document final du SMSI confirme l'appui aux efforts d'intégration régionaux et internationaux qui visent à établir une société de l'information à dimension humaine, inclusive et

privilégiant le développement, dans laquelle chacun a la possibilité, où qu'il soit, de créer, d'obtenir, d'utiliser et de partager l'information et le savoir. L'appui de la CEA aux États membres prendra la forme de réunions, de services consultatifs, d'aide au suivi et à la notification des progrès accomplis pour réduire la fracture numérique de coordination de la mise en œuvre du Plan d'action régional africain pour l'économie du savoir.

Sensibilisation à la société de l'information et à l'économie du savoir. Pour préparer les pays africains à participer effectivement à l'économie du savoir, la CEA encouragera la sensibilisation à l'importance de la société de l'information et de l'économie du savoir. Les activités porteront sur les thèmes ci-après : l'économie numérique, les TIC dans le commerce, l'industrialisation, la gouvernance d'Internet et les droits de propriété intellectuelle dans l'économie du savoir. Les activités de plaidoyer et de recherche de consensus seront confiées au Comité de l'information pour le développement, qui réunit les parties prenantes de tout le continent.

L'information géographique aux fins du développement. Il s'agit d'utiliser les systèmes d'information géographique pour collecter des données susceptibles de faciliter l'élaboration des politiques et les activités productives. Les initiatives qui seront entreprises dans ce domaine incluent le développement de systèmes d'information géographique pour différents secteurs socio-économiques (gestion des sols, environnement, agriculture et développement rural) dans trois pays, la mise en place d'une infrastructure régionale africaine de données géospatiales et l'approfondissement des activités en cours sur la mise au point et la tenue d'un réseau africain sur l'information géographique à la CEA. La Commission fournira également un appui aux États membres dans le domaine de l'information géographique pour la paix et la sécurité et pour la création, l'analyse et la tenue de métadonnées.

La science, la technologie et l'innovation au service du développement. La CEA encouragera l'articulation de systèmes utilisant la science, la technologie et l'innovation pour le développement économique de l'Afrique. Elle appuiera le plan d'action global du NEPAD en matière de science et de technologie et favorisera la création de parcs et de pépinières de science et technologie dans les États membres. Des activités de recherche-développement seront également entreprises dans certains domaines importants. Dans le cadre de ses activités de promotion de l'application de la science et de la technologie pour le développement, la CEA apportera son appui à des centres d'excellence dans les différentes sous-régions et facilitera leur mise en réseau.

1.5 Renforcement de la statistique et des capacités statistiques en Afrique

Les pays africains doivent être en mesure de générer des données crédibles, fiables et complètes pour concevoir et exécuter des politiques efficaces et pour évaluer les progrès accomplis en vue de la réalisation des OMD et d'autres objectifs nationaux de développement. Le programme de travail de la CEA dans le domaine statistique au cours des trois prochaines années sera axé sur le suivi du renforcement des capacités statistiques, le renforcement de la coordination et de l'harmonisation des activités de développement statistique, l'appui à la mise en œuvre de stratégies nationales de développement de la statistique et sur la fourniture d'une assistance technique pour le renforcement des capacités des États membres.

Centre africain pour la statistique (CAS). La CEA a créé le CAS pour effectuer des recherches, mener des études et fournir une assistance technique en vue d'améliorer la portée et la qualité des données pour les analyses de fond et la prise de décisions, en particulier en ce qui concerne la réalisation des OMD et des objectifs du NEPAD. Parmi les autres activités connexes, on peut citer l'harmonisation et la coordination des programmes, des méthodes, des notions et des normes et la mise en place et le réseautage de systèmes statistiques et de systèmes d'informations nationaux, sous-régionaux et régionaux. Le plan stratégique de la Commission en matière de statistiques et de développement de la statistique est détaillé dans un document distinct intitulé «*Better Statistics for Better Policies and Development Outcome*».

Coordination et harmonisation des activités de développement de la statistique. La CEA continuera à collaborer avec des partenaires du Conseil consultatif sur la statistique (ABSA) et du Forum pour le développement de la statistique en Afrique (FASDEV) pour cerner les problèmes naissants et envisager des moyens de promouvoir et de diffuser aux États membres et aux organisations sous-régionales les bonnes pratiques de développement de la statistique. Elle préconisera l'application du Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993) dans les pays africains et fournira un appui à cet égard. Elle veillera également, au niveau régional, à la mise en œuvre et au suivi du cadre stratégique régional de référence pour le renforcement de la capacité statistique en Afrique.

Mise en œuvre de stratégies nationales pour le développement de la statistique. La CEA va étendre ses activités à l'appui de l'application de stratégies nationales pour le développement de la statistique en Afrique et de la mise en œuvre du Programme mondial de recensements de la population et de l'habitat de 2010. Autre priorité connexe, elle aidera les États membres à mettre au point des bases de données nationales et contribuera, par l'intermédiaire de ses Bureaux sous-régionaux, à la mise en place de structures et de mécanismes permettant de mettre à jour les données. Dans le même temps, elle contribuera à la constitution d'une base de données régionale, qui sera une source d'informations statistiques directement accessibles par les utilisateurs potentiels dans les États membres, les partenaires et le secrétariat de la CEA pour suivre les progrès économiques en Afrique.

2. Manifestations spéciales: Forum pour le développement de l'Afrique (ADF) et Grande Table

L'une des difficultés pour l'Afrique et ses organisations est de parvenir à un consensus sur les principaux problèmes du développement africain et d'élaborer des positions africaines communes. Le Forum pour le développement de l'Afrique et la Grande Table sont des occasions uniques de faire avancer un programme de développement d'inspiration africaine grâce au dialogue, de forger un consensus et de mobiliser les partenariats autour des objectifs des parties prenantes africaines.

Forum pour le développement de l'Afrique (ADF). ADF est devenu une réunion de prime importance pour l'examen de questions critiques et la recherche de consensus. Il est conçu pour générer des programmes précis pouvant être mis en œuvre dans les limites des capacités des pays africains. Collaborant étroitement avec ses partenaires, la CEA continuera à renforcer ADF, en particulier pour le suivi et l'exécution de ses conclusions. ADF V se tiendra en novembre 2006, sur

le thème « *Jeunesse et leadership au XXI^e siècle* ». Les quatre précédentes éditions d'ADF ont contribué au lancement de nouvelles activités, ainsi que de plans d'action aux effets de grande portée. ADF VI se tiendra en 2008 autour d'un thème qui sera précisé ultérieurement.

La Grande Table. Initiative de recherche de consensus à un haut niveau créée par la CEA en 2000 pour promouvoir un dialogue ouvert entre les ministres africains des finances et leurs homologues de l'OCDE, la Grande Table est conçue de façon à permettre un dialogue interactif, sans interventions formelles. Les précédentes éditions ont abordé les OMD et le processus des DSRP, le NEPAD et le Mécanisme d'évaluation intra-africaine, et la responsabilité mutuelle des pays africains et de leurs partenaires de développement pour garantir l'efficacité du développement. À l'avenir, la Grande Table sera organisée par un secrétariat commun Union africaine-Banque africaine de développement-CEA. La prochaine édition se tiendra au cours du premier trimestre 2007 sur le thème de la gestion des ressources naturelles.

3. Promotion de la gestion des connaissances et de l'apprentissage mutuel

La stratégie de gestion des connaissances de la CEA fait fond sur les recommandations d'un rapport demandé récemment par le Comité du programme et de la coordination de l'ONU. Elle reflète la volonté confirmée de mettre l'accent sur la coordination des connaissances reposant sur une combinaison d'information, de collaboration et d'interactions mutuelles, complétée par des mesures d'intégration du partage des connaissances dans les méthodes de travail.

Gestion des connaissances et apprentissage mutuel. La gestion des connaissances jouera un rôle fondamental à différents niveaux de la CEA, par la mise en œuvre d'une stratégie centrée sur le personnel, sur la CEA elle-même, sur ses partenaires et, plus important encore, sur ses clients. La CEA produira des publications phare, appuiera le Mécanisme d'évaluation intra-africaine et l'apprentissage mutuel, établira des études et des rapports sur demande et encouragera la collecte et l'exploitation de données et de statistiques.

La CEA prévoit de transformer graduellement ses opérations internes et externes pour réaliser son objectif d'être une organisation de savoir. Les principales activités viseront à accroître le contenu de savoir dans les opérations et les produits de la CEA, en fournissant des services de savoir aux partenaires et aux clients, et en devenant un centre d'excellence en matière de savoir sur le développement africain. Cela se fera en trois phases : La *phase I* sera axée sur les mécanismes internes pour établir les fondements d'une organisation de savoir, notamment l'acquisition de systèmes et d'outils de gestion de l'information, les capacités humaines et les modalités de coordination nécessaires. La *phase II* concernera la fourniture de services de savoir, en collaboration étroite avec les partenaires et les clients. La nature des produits et des services de la CEA à l'appui du développement de l'Afrique sera ainsi affinée. Cette phase verra également l'introduction d'une « boucle vertueuse » entre la prestation de services de la CEA et ses modalités internes de travail. Dans la *phase III*, la CEA cherchera à être en position de centre d'excellence majeur pour le développement de l'Afrique. Grâce à ses partenariats et à ses relations avec ses clients, elle sera en première ligne de la conception et de la programmation du développement dans ses principaux domaines d'intervention. Elle constituera un partenaire essentiel,

aussi bien pour les donateurs que pour les pays bénéficiaires de programmes, alors qu'ils s'efforcent de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres priorités régionales.

Les activités d'apprentissage mutuel seront étroitement liées à celles de la gestion des connaissances. Elles concerneront tous les groupes thématiques, ainsi que l'édification de « réseaux de praticiens » qui permettront aux décideurs et à d'autres parties prenantes aux niveaux régional et sous-régional de mettre en commun leurs données d'expérience dans différents domaines. Un réseau de praticiens peut se définir comme le rassemblement de pairs qui ont un objectif commun et ont vraiment besoin de savoir ce que savent les autres. Les groupes d'apprentissage mutuel que la CEA va créer contribueront également à l'identification de bonnes pratiques et de la façon de les mettre en œuvre ; ils constitueront aussi une réserve indispensable de spécialistes. Ces groupes serviront également à élaborer et à affiner des instruments d'analyse et de mise en œuvre des politiques. Ils amélioreront ainsi les connaissances et les capacités dans les groupes thématiques de la CEA. Les activités d'apprentissage mutuel seront étayées par les structures de gestion des connaissances.

L'initiative de gestion des connaissances et d'apprentissage mutuel de la CEA aura des effets positifs sur l'efficacité de toutes les autres composantes du programme de repositionnement de la Commission. Grâce à une gestion efficace des connaissances, la CEA pourra améliorer continuellement la qualité et les normes de prestation de services et de diffusion au niveau mondial, et asseoir ses efforts pour devenir un dépositaire d'information sur le développement en Afrique.

4. Exécution d'activités planifiées de meilleure qualité

Les activités décrites précédemment représentent une expansion significative du programme de travail de la CEA, correspondant mieux aux défis de développement de l'Afrique. Dans le cadre de ce plan ambitieux pour les trois années à venir, il s'agira de viser les objectifs fixés en se concentrant sur les domaines thématiques qui s'inscrivent dans les deux piliers stratégiques de la CEA: promouvoir l'intégration régionale et répondre aux besoins spéciaux de l'Afrique. Une CEA repositionnée est mieux à même de faire avancer ce plan grâce aux actions suivantes:

Amélioration des procédures de regroupement et de gestion des programmes. L'initiative de repositionnement de la CEA a permis de réunir des activités apparentées dans des modules de programmes plus importants et plus cohérents pour un plus grand impact. De nouvelles méthodes de gestion ont été introduites pour accroître l'efficacité et améliorer la prise de décisions. L'Équipe de direction a été modifiée et rendue plus ouverte, alors qu'un comité exécutif a été créé pour prendre des décisions rapides et gérer les risques dans les meilleurs délais. Un Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires a été créé dans un souci de transparence et d'équité au niveau de l'affectation des ressources et pour contrôler et évaluer l'utilisation des ressources ordinaires et extrabudgétaires. En outre, des mécanismes administratifs et de gestion des ressources humaines améliorés ont été mis en place pour une prestation de services de qualité élevée.

Renforcement des Bureaux sous-régionaux. Dans son rapport sur le renforcement du rôle des Bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique, le Secrétaire général a insisté sur le rôle des BSR en tant que partenaires « privilégiés » des communautés économiques régionales et a demandé que des accords de partenariat soient signés avec ces dernières pour les programmes

pluriannuels (voir section 2.3). Les BSR ont donc été renforcés grâce à des ressources opérationnelles supplémentaires et au déploiement de services consultatifs régionaux, ce qui les met en meilleure position pour répondre aux demandes d'assistance accrues des CER. Ces dernières années, le taux de postes vacants à la Commission était élevé en raison d'un gel des recrutements, mais cette situation se résorbe peu à peu avec l'arrivée de personnel compétent prêt à relever le défi des besoins spéciaux de l'Afrique. Certains de ces fonctionnaires sont désormais en poste dans les BSR.

Renforcement du partenariat avec l'UA et la BAD pour une meilleure exécution des programmes.

L'Assemblée de la Commission de l'Union africaine a réaffirmé, en juillet 2006 à Banjul, que la CEA était «une institution essentielle et nécessaire des Nations Unies en Afrique [...] pour aider et faciliter l'action de l'Union africaine et des CER». Dans plusieurs de ses résolutions, l'Assemblée a chargé la Commission de l'UA de collaborer avec la CEA et la BAD à la mise en œuvre de différentes initiatives de développement visant à résoudre des problèmes précis du développement africain. Cela entraîne une augmentation significative des programmes de travail de la Commission et des ressources nécessaires.

Encadré 3 Aperçu de l'appui de la CEA au programme de la Commission de l'UA	
Décisions de l'Assemblée de l'Union africaine et du Conseil exécutif	Programme de travail de la CEA
Intégration régionale et commerce	
1. Exécuter la Feuille de route relative au processus de rationalisation des CER (études, séminaires et ateliers) et soumettre un rapport à l'Assemblée en juillet 2007. [Assembly/AU/Dec.113(VII)]	<ul style="list-style-type: none"> État de l'intégration régionale en Afrique Renforcement des capacités institutionnelles des secrétariats des CER
2. Fournir un appui technique aux États membres pour les négociations commerciales internationales [Assembly/AU/Dec. 119(VII)]	<ul style="list-style-type: none"> Création de groupes de négociations commerciales ou renforcement de ceux qui existent Recherche d'un consensus dans les négociations commerciales Assistance aux États membres pour créer une zone de libre échange/union douanière et promouvoir le commerce intra-africain
3. Fournir un appui technique aux États membres en vue de position étayée dans les négociations sur les accords de partenariat économique [EX.CL/Dec.298(IX)]	
4. Faciliter les travaux de l'UA et des CER en ce qui concerne l'élaboration et la défense de positions communes sur les questions et objectifs de développement et pour la promotion du développement socioéconomique en Afrique [Assembly/AU/Dec.122(VII)]	<ul style="list-style-type: none"> Suivi des progrès de l'Afrique en matière de développement économique Création/renforcement de groupes des politiques économiques dans les secrétariats des CER et les États membres Fourniture d'une assistance technique/consultative aux États membres pour la réalisation de la convergence macroéconomique
5. Mettre en œuvre un plan d'action global sur la redynamisation du sous-secteur de l'électricité en Afrique [EX.CL/Dec.293(IX)]	<ul style="list-style-type: none"> Promotion d'initiatives énergétiques dans les sous-régions Fourniture d'une assistance aux États membres pour améliorer la connectivité du transport aérien et appliquer la Décision de Yamoussoukro Fourniture d'un appui aux secrétariats des CER pour l'exécution des programmes relatifs à l'infrastructure des transports Fourniture d'une assistance technique aux États membres pour l'harmonisation des politiques de développement de l'infrastructure dans les domaines prioritaires Fourniture d'un appui pour l'exécution du programme du NEPAD, appui institutionnel au secrétariat du NEPAD et appui technique aux initiatives du NEPAD en matière d'infrastructure
6. Mettre en œuvre un plan d'action global pour la promotion de l'aviation civile en Afrique [EX.CL/Dec.295(IX)]	
7. Mettre en œuvre un plan d'action global pour la redynamisation et le renforcement du transport ferroviaire en Afrique [EX.CL/Dec.294(IX)]	
8. Établir une politique extérieure commune de transport aérien pour l'Afrique [EX.CL/Dec.295(IX)]	

Décisions de l'Assemblée de l'Union africaine et du Conseil exécutif	Programme de travail de la CEA
OMD et problèmes de développement social	
1. Renforcer les capacités du NEPAD et des CER pour améliorer la coordination des initiatives sur l'alimentation et la sécurité alimentaire et développer le commerce des produits alimentaires aux niveaux intrarégional et interrégional [EX. CL/Dec.297(IX)]	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique pour l'élaboration et l'exécution de plans d'action sur la sécurité alimentaire dans la sous-région
2. Aider les États membres à mobiliser des ressources pour mettre en place les suivis des programmes nationaux [EX.CL/Dec.297 (IX)]	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir le développement de l'agro-industrie et le commerce intra-africain de denrées alimentaires et agricoles
3. Mettre en place des mécanismes de mise en œuvre de la Déclaration d'Abuja sur les engrais dans l'optique d'une Révolution verte africaine et fournir des rapports semestriels intérimaires au Conseil exécutif de l'UA [Assembly/AU/Dec.117 (VII)]	<ul style="list-style-type: none"> Aider les États membres à formuler et exécuter des politiques de gestion foncière Appuyer l'exécution de l'initiative CUA-CEA-BAD de politique foncière Promouvoir l'application de la Vision africaine pour l'eau Appuyer la modernisation durable de l'agriculture et la transformation rurale Suivre les progrès du développement durable
4. Aider les États membres à élaborer et exécuter des politiques rationnelles en matière de migration [EX.CL/Dec.304(IX)] et coordonner l'adoption de la Position africaine commune sur les migrations et le développement [EX. CL/Dec.305(IX)]	<ul style="list-style-type: none"> Suivre les engagements de développement social convenus au plan international (population, migrations, établissements humains et VIH/sida)
Gouvernance et administration publique	
1. Exécuter le cadre de reconstruction et de développement après un conflit aux niveaux régional et national ; créer une base de données des experts africains à cet égard et renforcer les capacités des ONG africaines compétentes pour résoudre les problèmes après un conflit [EX.CL/Dec.302(IX)]	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique, en collaboration avec l'UA et la Commission de la consolidation de la paix pour renforcer les capacités des pays touchés en vue de la formulation et de l'exécution de programmes et de projets de reconstruction et de développement après un conflit
TIC, science et technologie au service du développement	
1. Promouvoir les technologies de l'information et de la communication sur le continent [EX. CL/Dec.291(IX)]	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir le fonctionnement effectif d'une économie numérique africaine Appuyer la mise en place de plans d'infrastructures nationales de la communication et SCAN-TIC dans les États membres Aider les États membres à appliquer la science, la technologie et l'innovation au service du développement et appuyer les activités de recherche-développement Aider les États membres à utiliser des systèmes d'information géographique pour le développement
Statistiques	
1. Appuyer la mise en place du Cadre stratégique régional pour le renforcement de la capacité statistique en Afrique et l'harmonisation des statistiques à l'appui de l'intégration régionale africaine	<ul style="list-style-type: none"> Suivre les progrès de la réalisation des OMD Suivre les progrès de la mise en place du Cadre stratégique régional pour le renforcement de la capacité statistique en Afrique et l'harmonisation des statistiques à l'appui de l'intégration régionale africaine Aider les États membres pour l'exécution du Programme mondial de recensements de la population et de l'habitat à l'horizon 2010 et les enquêtes auprès des ménages Aider les États membres à mettre au point des bases de données nationales et les conseiller sur différents aspects de la statistique

Amélioration des résultats grâce à un accroissement de la qualité. Les résultats fournis par la CEA aux CER et aux États membres dans la mise en œuvre de ce programme accru dépendent, dans une large mesure, de la qualité des prestations et des produits. S'inspirant des pratiques d'autres institutions de développement à forte intensité de savoir, la CEA va immédiatement mettre en place des procédures normalisées, intégrées dans des directives précises, pour garantir la qualité de ses produits. Les mécanismes sous-jacents garantiront que chaque activité de la CEA est pertinente et adaptée aux besoins du client, confiée à des chefs d'équipe expérimentés et à des équipes qualifiées, et réalisée suivant des normes de qualité élevée, d'où de meilleurs résultats. Les chefs d'équipe et les gestionnaires seront responsables du respect des procédures et de la qualité et cette responsabilisation sera renforcée par l'évaluation des performances. Les procédures internes habituelles seront liées directement au système de gestion des connaissances.

L'accent mis sur la qualité ira bien au-delà de l'introduction de procédures normalisées. La CEA mettra au point et appliquera un système de renforcement de la qualité, en tirant là aussi parti de l'expérience et des bonnes pratiques d'autres institutions comparables. Le système reposera sur une conception commune des différents éléments qui constituent la qualité et conduisent aux résultats souhaités. Des critères bien définis et une méthode objective convenue permettront de mesurer la qualité et d'en suivre l'évolution.

Le budget ordinaire de la CEA étant limité par la politique de croissance zéro du Secrétariat de l'ONU, l'exécution du Plan dépendra essentiellement d'une augmentation substantielle des ressources extrabudgétaires dont la Commission dispose. La troisième partie du présent Plan d'activités décrit les incidences de ce surcroît d'activités sur les ressources de la CEA (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires). Il décrit également la mise en place par la CEA de mécanismes et d'arrangements qui renforceront ses partenariats avec les donateurs et permettront une gestion effective et efficace des ressources, y compris pour le suivi de l'utilisation et la présentation de rapports à cet égard.

III. Réussir en renforçant les partenariats

La politique obligatoire de la croissance zéro de l'ONU ayant restreint le budget ordinaire de la CEA, il est impératif pour la Commission de disposer d'importantes ressources extrabudgétaires pour compléter ce budget, exécuter effectivement et efficacement son programme de travail et accroître l'impact des capacités de son personnel. La CEA a lancé en 2001 son Programme de partenariat stratégique et bénéficié de ressources extrabudgétaires d'un montant de 46 millions de dollars des États-Unis entre 2001 et 2005. Les prévisions de ressources extrabudgétaires pour 2006 étant de 10 millions de dollars, la CEA aura besoin d'une augmentation substantielle de ce montant, non seulement pour poursuivre et consolider les activités en cours, mais aussi pour faire face aux nouvelles priorités décrites dans la deuxième partie du présent Plan d'activités.

1. Accroître les activités pour satisfaire la demande

Le présent Plan d'activités reflète un important accroissement des activités de la CEA, résultant du lancement de nouvelles initiatives en matière de programmes et de projets, et d'un engagement opérationnel accru de la Commission dans la mise en oeuvre des programmes de la Commission de l'Union africaine, du NEPAD et des communautés économiques régionales aux échelons régional et sous-régional.

Dans nombre de ses décisions, la Conférence de l'Union africaine a invité la CUA à collaborer avec la CEA et la BAD à la mise en oeuvre d'un certain nombre d'initiatives destinées à vaincre les obstacles au développement de l'Afrique. La liste de quelques-unes de ces initiatives et activités figure dans l'encadré 3.

De même, les communautés économiques régionales (CER) ont souvent requis l'aide de la CEA pour mettre en oeuvre leurs programmes de travail, et la Commission leur a souvent répondu favorablement. À cet égard, la CEA a renforcé les Bureaux sous-régionaux en accroissant leurs ressources opérationnelles et en créant des services consultatifs régionaux pour les rendre plus aptes à répondre aux demandes croissantes d'assistance des CER. La Commission a insisté sur la nécessité pour les Bureaux sous-régionaux d'agir en partenaires «privilegiés» des CER et a préconisé la conclusion avec celles-ci d'accords de partenariat concernant des programmes pluriannuels. La liste des domaines d'intervention de la CEA en faveur des CER figure également à l'encadré 1.

Toutes ces actions ont imposé des charges accrues à la CEA et entraîné une croissance sensible de ses programmes de travail et de ses besoins en ressources.

2. Incidences financières pour la période 2007-2009

Le total des besoins de financement pour la période triennale 2007-2009 se chiffre à 278,3 millions de dollars (voir tableau 3.1). Sur ce montant, 177,8 millions de dollars, soit 64%, doivent être prélevés sur le budget ordinaire de la Commission. Les ressources extrabudgétaires provenant de

subventions accordées par les donateurs de la CEA devront couvrir les 100,5 millions restants, soit 36% du budget total. Les besoins en ressources extrabudgétaires ont considérablement augmenté par rapport aux années précédentes (22% pour la période 2003-2006), compte tenu du relèvement, tant au niveau du siège qu'à celui des Bureaux sous-régionaux, des activités de programme de la CEA pour produire de meilleurs résultats.

Tableau 3.1 Ressources du budget ordinaire (BO) et ressources extrabudgétaires (REB) pour la période 2007-2009

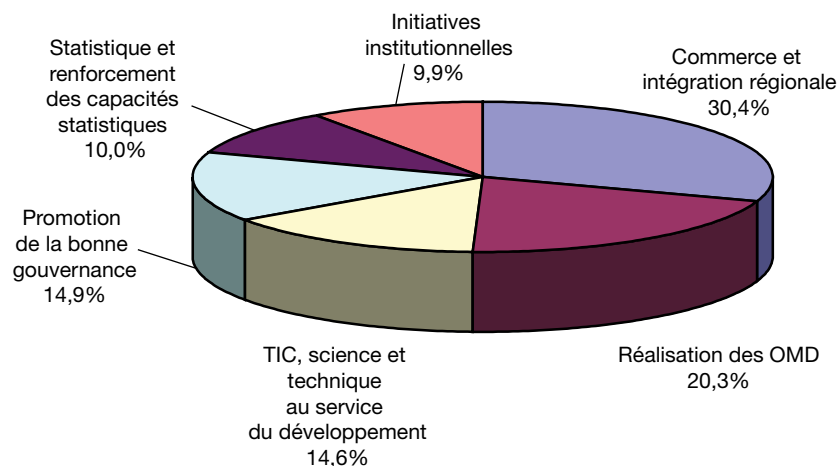
Année	Montant (en millions de dollars)			Parts en pourcentage	
	BO	REB	Total	BO	REB
2007	56,6	30,6	87,4	65%	35%
2008	60,6	32,7	93,3	65%	35%
2009	60,6	36,9	97,6	62%	38%
2007-2009	177,8	100,2	277,9	64%	36%

La répartition proportionnelle du budget triennal entre les domaines thématiques est résumée au tableau 3.2 et illustrée à la figure 3.1 ci-dessous. L'intégration régionale, un des deux volets de l'orientation stratégique de la CEA, compte pour 37% du total des ressources et 30% des ressources extrabudgétaires. Suivent les actions en vue de réaliser les OMD aux niveaux régional et sous-régional, qui représentent 25% du total et 20% des ressources extrabudgétaires. Le programme de la CEA pour promouvoir la bonne gouvernance compte pour 15% et 12% du total et des ressources extrabudgétaires, respectivement. Il en est de même pour le programme TIC, science et technique au service du développement. Compte tenu de la nouvelle importance qui leur est accordée par la CEA, le développement de la statistique et le renforcement des capacités statistiques au sein des États membres représentent 10% des ressources extrabudgétaires. Une part de 10% revient à l'initiative institutionnelle stratégique et aux efforts renouvelés en faveur de la coopération entre la Commission et des partenaires de développement aussi importants que l'Union africaine, la BAD, les organismes des Nations Unies et autres partenaires multilatéraux et bilatéraux. Une ventilation détaillée du budget figure à l'annexe 2.

Tableau 3.2 Ressources nécessaires par thème pour la période 2007-2009

Domaines thématiques		REB	%	BO*	%	Total	%
1	Commerce et intégration régionale	30,4	30,3	47,9	43,7	78,3	37,3
2	Réalisation des OMD	20,3	20,3	31,9	29,0	52,2	24,9
3	Promotion de la bonne gouvernance	14,9	14,9	10,9	10,0	25,8	12,3
4	TIC, science et technique au service du développement	14,7	14,6	10,9	10,0	25,6	12,2
5	Statistique et renforcement des capacités statistiques	10,0	10,0	1,8	1,6	11,8	5,6
6	Initiatives institutionnelles	9,9	9,9	6,2	5,7	16,0	7,7
Total		100,2	100,0	109,6	100,0	209,70	100,0
7	Administration	-		68,1		68,1	
Total général		100,2		177,7		277,9	

Figure 3.1 Ventilation par thème des besoins en ressources extrabudgétaires pour la période 2007-2009



3. Vers un partenariat renforcé

La CEA s'engage à resserrer les liens avec ses partenaires et à renforcer la confiance de ces derniers en améliorant la qualité des informations qui leur sont fournies. Elle envisage d'exécuter pendant la période 2007-2009 les projets ci-après, notamment le renforcement des capacités institutionnelles pour gérer les ressources et l'amélioration de l'efficacité de la planification des ressources financières.

Forum des partenaires de la CEA

Le Forum des partenaires de la CEA demeure un cadre fort utile d'interaction et d'échange d'informations entre la Commission et ses partenaires sur la façon dont celle-ci utilise les fonds qui lui sont confiés. Réuni tous les trimestres, il permet d'échanger des vues sur les nouvelles priorités de développement de l'Afrique et de débattre des grandes initiatives de la CEA en appui à ces priorités. Des observations et des recommandations constructives faites à l'occasion de ces rencontres ont considérablement permis de renforcer la confiance des donateurs et de promouvoir la responsabilité et la transparence dans les opérations de la Commission.

Pour approfondir ce processus de partenariat, un groupe de travail thématique du Forum des partenaires sera mis en place au niveau technique. Les débats à ce niveau seront consacrés à l'examen des progrès réalisés en ce qui concerne les partenariats coordonnés, ainsi qu'aux propositions concrètes d'arrangements collectifs et de modalités d'application. Les débats et échanges d'idées à ce Forum devraient enrichir le processus de partenariat, accroître la participation des partenaires et renforcer la confiance des donateurs.

Gestion des ressources extrabudgétaires

Pour renforcer le contrôle de la gestion stratégique des ressources extrabudgétaires de la CEA et assurer une planification, une budgétisation et une gestion intégrées des ressources de base et des ressources extrabudgétaires, il a été créé, le 13 octobre 2006, un Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB). Ce comité est chargé de surveiller la gestion et l'allocation des ressources extrabudgétaires avec la même diligence requise pour les ressources du budget ordinaire, de veiller à la répartition des ressources extrabudgétaires selon les priorités stratégiques de la CEA et des donateurs et d'encourager une mise en œuvre multidisciplinaire des programmes.

Améliorer les connaissances du personnel en matière de gestion et d'établissement de rapports concernant les fonds d'affectation spéciale, dans le cadre du Programme d'apprentissage et d'accréditation des fonds d'affectation spéciale.

Pour gérer effectivement et efficacement les fonds d'affectation spéciale et permettre une meilleure compréhension des politiques et procédures nécessaires, la CEA envisage d'introduire le Programme d'apprentissage et d'accréditation des fonds d'affectation spéciale, à l'intention des directeurs de programme, des chefs d'équipes de travail et d'autres personnes participant aux opérations de ces fonds. Cette nouvelle initiative favorisera la responsabilité, la transparence et l'efficacité dans l'utilisation de ces fonds. Il s'agit en particulier de faire en sorte que le personnel apprécie à leur juste valeur les responsabilités fiduciaires de la Commission et maîtrise les politiques et procédures, ainsi que l'information sur les ressources disponibles pour une gestion efficace des fonds d'affectation spéciale. L'accréditation du personnel se fera sur concours, et seuls les fonctionnaires ayant passé avec succès le test d'accréditation seront autorisés à gérer les ressources des fonds d'affectation spéciale.

Gestion des fonds d'affectation spéciale et système d'établissement de rapports

Au cours des dernières années, la CEA a redoublé d'efforts pour améliorer le format, la qualité et les délais des rapports financiers et des descriptifs de projet. Pour autant, l'établissement de ces rapports n'a pas été exempt de graves difficultés systémiques et opérationnelles. Les modèles de rapport du Système intégré de gestion (SIG) en usage dans l'ensemble du système des Nations Unies ne respectent pas toujours le format convenu avec les donateurs. Il faudra par conséquent imaginer une combinaison de procédés manuels et semi-automatiques pour produire des rapports financiers périodiques destinés aux donateurs et à la gestion interne de la CEA. Or, une telle démarche est non seulement laborieuse mais exige également beaucoup de temps.

Aussi, la CEA a-t-elle prévu de mettre au point un système de gestion de l'information financière personnalisé, simple et adaptable, qui permettra d'améliorer la gestion et le suivi internes des programmes et projets financés par des fonds extrabudgétaires et qui facilitera l'établissement de rapports financiers et de rapports de projet périodiques. La mise en place de ces deux systèmes sera achevée en 2007 au plus tard.

Portail des donateurs de la CEA

Le Portail est une application Web destinée à fournir des informations personnalisées aux donateurs et aux partenaires sur la gestion des activités de la CEA financées par les fonds d'affectation spéciale. Les donateurs de la CEA et ses partenaires pourront se connecter à distance et accéder aux informations essentielles concernant aussi bien leurs fonds que les autres activités de la CEA liées aux fonds d'affectation spéciale. On trouvera sur ce réseau des informations concernant les états financiers vérifiés des fonds d'affectation spéciale de l'ONU, les rapports annuels sur les fonds d'affectation spéciale, le *Rapport annuel* de la CEA, un bref aperçu des projets en cours, des rapports sur l'état d'avancement des projets et des rapports de fin de projet, ainsi que d'autres informations utiles. On trouvera aussi des détails fonctionnels complémentaires dans le *Manuel du portail des donateurs de la CEA*, accessible à l'ensemble des partenaires.

Annexe 1: Activités de la CEA par thème et sous-région/région

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous-régional (2007-2009)					
Intégration régionale, infrastructure et commerce					
Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique australe	Niveau régional
<p>Collecter des données et des informations sur l'intégration régionale dans les sous-régions, qui serviront aux rapports sur l'État de l'intégration régionale en Afrique</p> <p>Collecter des données et d'informations sur les tendances et les politiques socioéconomiques du développement socioéconomique dans les sous-régions, qui serviront au Rapport économique sur l'Afrique</p>					
<p>Aider les États membres à créer une zone de libre-échange et à promouvoir le commerce intra-africain.</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunions de groupe d'experts (2007 et 2009) • Ateliers et séminaires sur la facilitation du commerce à l'intention des décideurs de haut niveau et autres principales parties prenantes (2007 et 2009) 	<p>Aider les États membres à créer une union douanière et à promouvoir le commerce intra-africain (OEDEAO).</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunions du groupe d'experts (2007 et 2009) • Ateliers et séminaires sur la facilitation du commerce à l'intention des décideurs de haut niveau et autres principales parties prenantes (2007 et 2009) 	<p>Aider les États membres à créer une union douanière et à promouvoir le commerce intra-africain.</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunions du groupe d'experts (2007 et 2009) • Ateliers et séminaires sur la facilitation du commerce à l'intention de décideurs de haut niveau et autres principales parties prenantes (2007 et 2009) 	<p>Aider les États membres à créer une zone de libre-échange ou une union douanière et à promouvoir le commerce intra-africain.</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunions du groupe d'experts (2007 et 2009) • Ateliers et séminaires sur la facilitation du commerce à l'intention de décideurs de haut niveau et autres principales parties prenantes (2007 et 2009) 	<p>Évaluation de l'intégration régionale en Afrique</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur l'état de l'intégration régionale en Afrique (2007 et 2009) <p>Suivi des progrès accomplis par l'Afrique en matière de développement économique.</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport économique sur l'Afrique (2007, 2008 et 2009) 	<p>Capacité accrue des États membres de mieux comprendre et suivre les performances des économies africaines, en particulier l'intégration régionale.</p>
<p>Renforcer les capacités grâce au travail d'équipes de pays des Nations Unies choisies au niveau national pour mettre en oeuvre des initiatives d'intégration régionale</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de formation à l'intention des fonctionnaires et des principales parties prenantes sur la prise en compte de l'intégration régionale au niveau national (2007, 2008 et 2009) 					
<p>Capacité renforcée, aux niveaux national et sous régional, d'élaboration de politiques et de conception de programmes dans les domaines du commerce intra-africain aux fins du développement et de l'intégration régionale.</p>					
<p>Capacités renforcées des États membres grâce à une participation effective aux activités des équipes de pays des Nations Unies</p>					

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous-régional (2007-2009)					
Intégration régionale, infrastructure et commerce					
Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique australe	Niveau régional
Fournir un appui technique ou des services consultatifs pour le renforcement des capacités commerciales dans les sous-régions					
Produits: • Atelier de formation à l'intention des fonctionnaires sur l'intégration du commerce dans les politiques nationales (2007, 2008 et 2009) • Atelier de formation à l'intention des fonctionnaires sur les négociations commerciales internationales (2007, 2008 et 2009) • Missions sur le terrain dans les États membres pour le renforcement des capacités commerciales					
Renforcement du commerce et des investissements entre les pays d'Afrique du Nord et les pays d'Afrique subsaharienne (CEN-SAD/UMA) Produits: • Rapport sur le commerce et les investissements entre les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne (2007) • Réunions de groupes d'experts (2007) • Ateliers et séminaires à l'intention des agents de l'aide, du secteur privé et des principales parties prenantes (2008 et 2009) Mettre en place un observatoire de l'intégration régionale en Afrique du Nord	Fournir une assistance technique ou des services consultatifs aux États membres pour réaliser la convergence des politiques macroéconomiques Produits: • Ateliers et séminaires à l'intention des hauts fonctionnaires des ministères des finances et des banques centrales des États membres pour élaborer des objectifs et des indicateurs de convergence appropriés (2007, 2008 et 2009) • Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) Fournir une assistance aux États membres pour la création d'une seconde zone monétaire en Afrique de l'Ouest. Produit: • Rapports sur les progrès accomplis en vue de la création d'une seconde zone monétaire dans la sous-région (ZMOA/CEDEAO) (2007, 2008 et 2009)	Fournir une assistance technique ou des services consultatifs aux États membres pour réaliser la convergence des politiques macroéconomiques Produits: • Ateliers et séminaires à l'intention des hauts fonctionnaires des ministères des finances et des banques centrales des États membres pour élaborer des objectifs et des indicateurs de convergence appropriés (2007 et 2008) • Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) Fournir une assistance aux États membres pour l'harmonisation des politiques commerciales et budgétaires (COMESA/GAD/CAE) Produit: • Ateliers et séminaires à l'intention des hauts fonctionnaires des ministères du commerce, des finances et des transports sur l'harmonisation des politiques commerciales et budgétaires (2007 et 2008)	Fournir une assistance technique ou des services consultatifs au secrétariat de la SADC sur la formulation et la mise en œuvre de programmes de convergence macroéconomique dans les États membres Produits: • Ateliers et séminaires à l'intention des ministères des finances et de la planification économique des États membres (2007, 2008 et 2009) • Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) Création/renforcement des unités de politique économique dans les secrétariats des CER et les pays africains Produits: • Ateliers de formation à l'intention du personnel des ministères des finances et de la planification économique des États membres (2007, 2008 et 2009) • Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) Création/renforcement des unités de négociations commerciales Produit: • Ateliers de formation à l'intention du personnel des ministères du commerce des États sur les négociations commerciales internationales (2007, 2008 et 2009)	Fournir une assistance technique et des dispositifs de réaction rapide Création/renforcement des unités de politique économique dans les secrétariats des CER et les pays africains Produits: • Ateliers de formation à l'intention du personnel des ministères des finances et de la planification économique des États membres (2007, 2008 et 2009) • Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) Création/renforcement des unités de négociations commerciales Produit: • Ateliers de formation à l'intention du personnel des ministères du commerce des États sur les négociations commerciales internationales (2007, 2008 et 2009)	Renforcement des capacités nationales aux fins d'améliorer le commerce international et l'intégration régionale

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous-régional (2007-2009)					
Intégration régionale, infrastructure et commerce					
Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique australe	Niveau régional
<p>Fournir une assistance technique ou des services consultatifs au secrétariat du CEN-SAD</p> <p>Pour promouvoir la coopération économique et l'intégration au sein des États membres du CEN-SAD.</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> Rapport sur un cadre stratégique à l'intention du secrétariat du CEN-SAD sur la coopération et l'intégration régionales (2007) Atelier de formation à l'intention des fonctionnaires, du secteur privé et des principales parties prenantes sur la prise en compte de l'intégration régionale dans les politiques et programmes nationaux (2007) Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) <p>Fournir un appui au secrétariat de la CEDEAO</p> <p>Pour l'application des programmes relatifs à l'infrastructure des transports dans la sous-région</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> Ateliers de formation à l'intention du personnel du secrétariat de la CEDEAO (2007 et 2008) Atelier de formation à l'intention des fonctionnaires et des principales parties prenantes de la sous-région pour la mise en œuvre des initiatives de la CEDEAO en matière d'infrastructures (2007) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres sur:</p> <p>L'amélioration de la connectivité des transports aériens dans la sous-région: mise en œuvre de la Déclaration de Yamoussoukro au niveau national</p> <p>La promotion de la gestion durable et efficace des cours d'eau alimentant plusieurs pays dans la sous-région.</p> <p>La transformation de la Commission internationale du bassin Congo-Obangui-Shanga (CICOS) en une organisation efficace pleinement opérationnelle</p> <p>La conception d'un mécanisme de financement des projets d'infrastructure du NEPAD et de l'Afrique centrale</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> Réunion des hauts fonctionnaires et des principales parties prenantes du secteur de l'aviation pour améliorer la connectivité et renforcer le transport aérien (2007) Ateliers et séminaires à l'intention des fonctionnaires et des parties prenantes principales sur les ressources en eau communes (2007, 2008 et 2009) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres sur:</p> <p>L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de développement globale et d'un plan d'action pour le développement économique durable du bassin du lac Victoria (C.AE)</p> <p>Mise en valeur du bassin des Grands Lacs (Burundi, RD Congo et Rwanda)</p> <p>Corridors et gestion du transport</p> <p>Mise en œuvre du réseau d'interconnexion en Afrique de l'Est</p> <p>Renforcement des sociétés Électricité des Grands Lacs (EGL) et SINELAC</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> Réunions des hauts fonctionnaires et des principales parties prenantes sur des questions ayant trait au bassin du lac Victoria (2007, 2008 et 2009) Réunions des hauts fonctionnaires et des principales parties prenantes des pays des Grands Lacs (2007, 2008 et 2009) Ateliers et séminaires à l'intention des hauts fonctionnaires des ministères du commerce, de l'infrastructure et des organismes de gestion des corridors sur la facilitation du commerce (2007 et 2008) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres sur:</p> <p>La gestion durable et efficace des cours d'eau alimentant plusieurs pays dans la sous-région.</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> Ateliers et séminaires à l'intention des fonctionnaires et des principales parties prenantes sur les ressources en eau communes (2007, 2008 et 2009) 	<p>Fournir un appui pour la mise en œuvre du programme du NEPAD</p> <p>Renforcement des capacités pour la prise en compte du NEPAD au niveau national</p> <p>Appui technique au secrétariat du NEPAD</p> <p>Suivi et évaluation de la mise en œuvre du NEPAD</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> Ateliers de formation du personnel du secrétariat du NEPAD et des organismes d'exécution du NEPAD (2007, 2008 et 2009) Rapport sur l'évaluation du programme du NEPAD (2007) Atelier sur une stratégie de renforcement des capacités en Afrique (2007) Rapport sur le renforcement des capacités en Afrique (2007/2008) Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) 	<p>Résultats escomptés</p> <p>Capacités renforcées en matière d'adoption de politiques et de mise en œuvre de programmes aux fins de la création d'infrastructures, conformes à la vision de l'UA et aux priorités du NEPAD.</p>

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous-régional (2007-2009)						
Intégration régionale, infrastructure et commerce						
Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique australe	Niveau régional	Résultats escomptés
		<ul style="list-style-type: none"> Réunion de groupe d'experts sur le futur du CI-COS (2007) Ateliers et séminaires à l'intention des hauts fonctionnaires des ministères des finances et des infrastructures sur les moyens de combler les déficits de financement du développement des infrastructures (2007 et 2008) 	<ul style="list-style-type: none"> Réunions des hauts fonctionnaires et des principales parties prenantes sur le réseau d'interconnexion en Afrique de l'Est (2007 et 2008) 			
Promouvoir la recherche du consensus aux fins des négociations internationales					Manifestation spéciale à l'intention des économistes africains axée sur les défis du développement en Afrique Produits: <ul style="list-style-type: none"> Conférence des ministres africains de l'industrie Colloque des économistes africains ont (2007, 2008 et 2009) 	Consensus renforcé sur l'analyse économique
Produit: <ul style="list-style-type: none"> Atelier à l'intention des hauts fonctionnaires des ministères du commerce et des principales parties prenantes de la sous-région (2007, 2008 et 2009) 					Recherche du consensus dans les négociations commerciales Produit: <ul style="list-style-type: none"> Réunion de groupe d'experts à l'intention des négociateurs commerciaux (2007, 2008 et 2009) 	
Fournir une assistance technique aux États membres pour l'harmonisation des politiques de développement des infrastructures dans les domaines prioritaires					Fournir un appui technique aux initiatives du NEPAD en matière d'infrastructures	Consensus renforcé sur l'intégration régionale, les infrastructures et le commerce
Produits: <ul style="list-style-type: none"> Ateliers à l'intention des hauts fonctionnaires des ministères en charge des infrastructures et autres principales parties prenantes dans la sous-région (2007, 2008 et 2009) 					Produits: <ul style="list-style-type: none"> Établir un plan directeur d'infrastructures fondé sur un SIG (2007, 2008 et 2009) Créer une base de données sur les routes transafricaines (2007, 2008 et 2009) Missions de terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) 	

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous-régional (2007-2009)						
Intégration régionale, infrastructure et commerce						
Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique australe	Niveau régional	Résultats escomptés
<p>Promouvoir l'utilisation d'incitations commerciales pour préserver la biodiversité en Afrique du Nord</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunion de groupe d'experts sur les incitations commerciales en faveur de la biodiversité (2007 et 2009) <p>Plan d'action pour la gestion de l'eau et de l'environnement</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action pour la gestion de l'eau et de l'environnement en Afrique (2008) <p>Élaboration de plans et politiques intégrés relatifs aux transports</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan directeur intégré relatif aux transports (2008) <p>Promouvoir les initiatives en matière d'énergie dans la sous-région</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ateliers et séminaires sur les initiatives en matière d'énergie en Afrique du Nord 	<p>Promouvoir les initiatives en matière d'énergie dans les sous-régions</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ateliers à l'intention des hauts responsables de l'énergie et des principales parties prenantes dans la sous-région (2007, 2008 et 2009) • Missions sur le terrain dans les Etats membres (2007, 2008 et 2009) 					

Activités de CEA aux niveaux régional et sous-régional (2007-2009)					
Réaliser les OMD et relever les défis de l'égalité des sexes et du développement social					
Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique australe	Niveau régional
<p>Suivi des progrès accomplis pour réaliser les OMD et l'égalité des sexes dans les sous-régions</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports sur les progrès accomplis pour réaliser les OMD et l'égalité des sexes dans les sous-régions (2007, 2008, et 2009) • Ateliers à l'intention des fonctionnaires sur les méthodes de collecte de données dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) • Forum sur l'emploi (2008) 					<p>Suivi des progrès réalisés dans le domaine du développement durable</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur le développement durable en Afrique (2007 et 2009) <p>Suivi des progrès accomplis pour réaliser les OMD</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports annuels sur les OMD (2007, 2008 et 2009) • Rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation des OMD (2010) (2008 et 2009) • Réunions de groupe d'experts sur les OMD (2007, 2007 et 2009) • Rapport sur le développement humain Afrique (2008) <p>Suivi des progrès réalisés dans le domaine de la parité des sexes</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur les femmes en Afrique (2007 et 2009) <p>Suivi des engagements convenus à l'échelle internationale sur le développement social (population, migrations, établissements humains et VIH/sida)</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (2007) • Rapport sur l'examen régional de la CIPD + 15 (2009) • Rapport sur les migrations internationales (2008) • Rapport sur le VIH/sida (2009) • Rapport sur la jeunesse en Afrique (2009)
					<p>Résultats escomptés</p> <p>Capacités renforcées des États membres pour le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des OMD et d'évaluation des tendances en matière de parité des sexes et de développements social.</p>

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous-régional (2007-2009)						
Réaliser les OMD et relever les défis de l'égalité des sexes et du développement social						
Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique centrale	Niveau régional	Résultats escomptés
Fournir une assistance technique au secrétariat de l'UMA pour la formulation et la mise en œuvre d'un plan sous-régional de réduction de la pauvreté	Fournir un appui aux centres sous-régionaux des OMD et aux projets «Village du millénaire»				Aider les États membres à élaborer des politiques et des stratégies de réduction de la pauvreté pour réaliser les OMD	Progrès accomplis pour réaliser les OMD, y compris la réduction de la pauvreté, l'égalité des sexes et le développement durable.
Produit: <ul style="list-style-type: none">Ateliers de formation à l'intention des fonctionnaires sur l'intégration des stratégies de réduction de la pauvreté dans les politiques nationales (2007, 2008 et 2009)	Missions sur le terrain auprès des centres et des projets (2007, 2008, et 2008)				Produit: <ul style="list-style-type: none">Ateliers et séminaires à l'intention des fonctionnaires et des principales parties prenantes sur l'intégration des stratégies de réduction de la pauvreté dans les politiques nationales (2007, 2008 et 2009) Assistance aux États membres pour la formulation et la mise en œuvre de politiques de gestion foncière	
					Produits: <ul style="list-style-type: none">Réunion de groupe d'experts pour élaborer un cadre et des lignes directrices concernant une réforme foncière à présenter au Sommet de l'UA (2007)Création d'un mécanisme virtuel africain de politique et de gestion foncières fondé sur Internet (2008-2009)	
	Fournir une assistance technique pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action relatifs à la sécurité alimentaire dans la sous-région				Apporter un appui à la modernisation durable de l'agriculture et à la transformation rurale (SMART)	
	Produits: <ul style="list-style-type: none">Ateliers à l'intention des experts gouvernementaux et des principales parties prenantes (2007, 2008 et 2009)Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009)				Produit: <ul style="list-style-type: none">Recueil de bonnes pratiques et d'indicateurs concernant la révolution verte en Afrique (2007 et 2008)	
		Assistance technique pour : appuyer la création d'un réseau agroforestier dans la sous-région				
		Produit: <ul style="list-style-type: none">Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009)				

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous-régional (2007-2009)						
Réaliser les OMD et relever les défis de l'égalité des sexes et du développement social					Niveau régional	
Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique centrale	Résultats escomptés	
	<p>Renforcement institutionnel du Centre de la CEDEAO pour le développement du genre</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> Atelier de formation à l'intention du personnel du Centre (2007, 2008 et 2009) 					
	<p>Aider le secrétariat de la CEDEAO à formuler et mettre en œuvre une stratégie sous-régionale de réduction de la pauvreté</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> Atelier de formation à l'intention du personnel du secrétariat (2007, 2008 et 2009) 	<p>Fournir un appui technique pour les plans d'action nationaux relatifs à la mise en œuvre du Plan d'action de Ouagadougou sur la lutte contre la pauvreté et la création d'emplois</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) 	<p>Fournir un appui au bureau de l'Earth Institute à Addis-Abeba dans le cadre du Projet du Millénaire des Nations Unies</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> Missions de terrain à l'institut (2007, 2008 et 2009) 	<p>Créer un réseau pour la mise en œuvre du plan stratégique indicatif de développement régional, des stratégies nationales de réduction de la pauvreté et des OMD dans la sous-région de la SADC</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> Ateliers à l'intention des fonctionnaires et des principales parties prenantes sur la mise en œuvre du plan stratégique indicatif (2007, 2008 et 2009) Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) 		
					<p>Promouvoir le développement de l'agro-industrie et le commerce intra-africain de denrées alimentaires et agricoles</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> Création d'une base de données sur les marchés agricoles régionaux et les produits africains (2007 et 2009) Réunion de haut niveau sur les partenariats public-privé dans l'agro-industrie (2008) 	<p>Sensibilisation et capacité accrues afin de parvenir à la sécurité alimentaire et des OMD</p>

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous régional (2007-2009)						
Gouvernance et administration publique						
Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique australe	Niveau régional	Résultats escomptés
<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour la mise en œuvre et le suivi des politiques et mesures de promotion de la bonne gouvernance</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports sur la gouvernance et l'administration publique dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) • Rapport sur la gouvernance des institutions financières dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour la mise en œuvre et le suivi des politiques et mesures de promotion de la bonne gouvernance</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports sur la gouvernance et l'administration publique dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) • Rapport sur la gouvernance des institutions financières dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour la mise en œuvre et le suivi des politiques et mesures de promotion de la bonne gouvernance</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports sur la gouvernance et l'administration publique dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) • Rapport sur la gouvernance des institutions financières dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour la mise en œuvre et le suivi des politiques et mesures de promotion de la bonne gouvernance</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports sur la gouvernance et l'administration publique dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) • Rapport sur la gouvernance des institutions financières dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour la mise en œuvre et le suivi des politiques et mesures de promotion de la bonne gouvernance</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports sur la gouvernance et l'administration publique dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) • Rapport sur la gouvernance des institutions financières dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) 	<p>Évaluer les progrès accomplis vers la bonne gouvernance:</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur la gouvernance en Afrique (2007 et 2009) 	<p>Capacité accrue, dans les pays africains, de promotion d'un sens des responsabilités, de l'appropriation et de la transparence dans la fonction publique et les organismes publics</p>
<p>Fournir une assistance technique, en collaboration avec l'UA et la Commission de consolidation de la paix, pour renforcer, dans les pays touchés, les capacités de formulation et de mise en œuvre de programmes et projets de reconstruction et de développement après les conflits</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports sur le renforcement des capacités des principales institutions de la gouvernance dans les pays touchés par un conflit (Rwanda, Mozambique et Liberia (2007 et 2008) • Études de cas sur les causes profondes et les conséquences des conflits et la fragilité de l'État en Afrique (2007 et 2008) • Atelier pour le partage et la diffusion des conclusions des études de cas (2007, 2008 et 2009) 	<p>Fournir une assistance technique pour l'élaboration d'un cadre en vue de la création d'une bourse des valeurs sous-régionale et autres institutions financières pour appuyer le secteur privé</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un marché des valeurs sous-régional et autres institutions financières (2008) • Ateliers à l'intention des hauts fonctionnaires et autres principales parties prenantes sur la création d'un marché des valeurs sous-régional <p>Fournir une assistance technique au secrétariat de la CEEAC pour renforcer la gestion de son programme et ses processus et systèmes budgétaires</p>	<p>Fournir une assistance technique pour l'élaboration d'un cadre en vue de la création d'une bourse des valeurs sous-régionale et autres institutions financières pour appuyer le secteur privé.</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur une bourse des valeurs sous-régionale et autres institutions financières (2008) • Ateliers à l'intention des hauts fonctionnaires et autres principales parties prenantes sur la création d'un marché des valeurs sous-régional 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour promouvoir le développement du secteur privé:</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un cadre stratégique visant à renforcer le développement et la compétitivité du secteur privé dans la sous-région (2008) • Forum pour le développement du secteur privé (2008) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour promouvoir le développement du secteur privé:</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un cadre stratégique visant à renforcer le développement et la compétitivité du secteur privé dans la sous-région (2008) • Forum pour le développement du secteur privé (2008) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour promouvoir le développement du secteur privé:</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un cadre stratégique visant à renforcer le développement et la compétitivité du secteur privé dans la sous-région (2008) • Forum pour le développement du secteur privé (2008) 	<p>Capacités institutionnelles et organisationnelles accrues pour la consolidation de la paix</p>
<p>Fournir une assistance technique pour l'élaboration d'un cadre en vue de la création d'une bourse des valeurs sous-régionale et autres institutions financières pour appuyer le secteur privé</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un marché des valeurs sous-régional et autres institutions financières (2008) • Ateliers à l'intention des hauts fonctionnaires et autres principales parties prenantes sur la création d'un marché des valeurs sous-régional <p>Fournir une assistance technique au secrétariat de la CEEAC pour renforcer la gestion de son programme et ses processus et systèmes budgétaires</p>	<p>Fournir une assistance technique pour l'élaboration d'un cadre en vue de la création d'une bourse des valeurs sous-régionale et autres institutions financières pour appuyer le secteur privé.</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur une bourse des valeurs sous-régionale et autres institutions financières (2008) • Ateliers à l'intention des hauts fonctionnaires et autres principales parties prenantes sur la création d'un marché des valeurs sous-régional 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour promouvoir le développement du secteur privé:</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un cadre stratégique visant à renforcer le développement et la compétitivité du secteur privé dans la sous-région (2008) • Forum pour le développement du secteur privé (2008) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour promouvoir le développement du secteur privé:</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un cadre stratégique visant à renforcer le développement et la compétitivité du secteur privé dans la sous-région (2008) • Forum pour le développement du secteur privé (2008) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour promouvoir le développement du secteur privé:</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un cadre stratégique visant à renforcer le développement et la compétitivité du secteur privé dans la sous-région (2008) • Forum pour le développement du secteur privé (2008) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour promouvoir le développement du secteur privé:</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un cadre stratégique visant à renforcer le développement et la compétitivité du secteur privé dans la sous-région (2008) • Forum pour le développement du secteur privé (2008) 	<p>Capacités institutionnelles et organisationnelles accrues pour la consolidation de la paix</p>
<p>Fournir une assistance technique pour l'élaboration d'un cadre en vue de la création d'une bourse des valeurs sous-régionale et autres institutions financières pour appuyer le secteur privé</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un marché des valeurs sous-régional et autres institutions financières (2008) • Ateliers à l'intention des hauts fonctionnaires et autres principales parties prenantes sur la création d'un marché des valeurs sous-régional <p>Fournir une assistance technique au secrétariat de la CEEAC pour renforcer la gestion de son programme et ses processus et systèmes budgétaires</p>	<p>Fournir une assistance technique pour l'élaboration d'un cadre en vue de la création d'une bourse des valeurs sous-régionale et autres institutions financières pour appuyer le secteur privé.</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur une bourse des valeurs sous-régionale et autres institutions financières (2008) • Ateliers à l'intention des hauts fonctionnaires et autres principales parties prenantes sur la création d'un marché des valeurs sous-régional 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour promouvoir le développement du secteur privé:</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un cadre stratégique visant à renforcer le développement et la compétitivité du secteur privé dans la sous-région (2008) • Forum pour le développement du secteur privé (2008) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour promouvoir le développement du secteur privé:</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un cadre stratégique visant à renforcer le développement et la compétitivité du secteur privé dans la sous-région (2008) • Forum pour le développement du secteur privé (2008) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour promouvoir le développement du secteur privé:</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un cadre stratégique visant à renforcer le développement et la compétitivité du secteur privé dans la sous-région (2008) • Forum pour le développement du secteur privé (2008) 	<p>Fournir une assistance technique aux États membres pour promouvoir le développement du secteur privé:</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur un cadre stratégique visant à renforcer le développement et la compétitivité du secteur privé dans la sous-région (2008) • Forum pour le développement du secteur privé (2008) 	<p>Capacités institutionnelles et organisationnelles accrues pour la consolidation de la paix</p>

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous régional (2007-2009)				
Gouvernance et administration publique				
Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique australe
<p>Promouvoir les partenariats, les initiatives et le dialogue public-privé</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports sur les initiatives de partenariats public-privé dans la sous-région (2007, 2008 et 2009) • Séminaires à l'intention des hauts fonctionnaires, des opérateurs du secteur privé et autres parties prenantes dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) 				
<p>Appui technique au processus du Mécanisme d'évaluation intra-africain</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) <p>Promouvoir les partenariats et le développement participatif</p> <p>Produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ateliers à l'intention des principales parties prenantes sur les partenariats et le développement participatif (2007, 2008 et 2009) <p>Évaluation de la corruption et du développement économique: Une initiative relative à l'impact économique de la corruption sur le développement économique</p> <p>Produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation collective des groupes de la société civile et autres groupes de soutien (2007 et 2008) • Ateliers sur l'échange d'expériences relatives à la lutte contre la corruption (2007) • Réunions de groupe d'experts sur la corruption (2007, 2008 et 2009) 				
				<p>Résultats escomptés</p> <p>Mise en œuvre renforcée du Mécanisme d'évaluation intra-africain et dialogue public-privé facilité</p>

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous-régional (2007-2009)					
TIC et science et technologie					
Afrique du Nord	L'Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique australe	Niveau régional
Soutenir la recherche-développement: recenser les mécanismes permettant de créer et d'exploiter des systèmes scientifiques, technologiques et d'innovation.					
Produits:					
<ul style="list-style-type: none"> Ateliers de renforcement des capacités (2007, 2008 et 2009) Ateliers sur la mise en œuvre d'initiatives de recherche-développement (2007, 2008 et 2009) Missions sur le terrain pour appuyer la création (2007 et 2008) de parties et pépinières scientifiques et technologiques 					
Apporter un soutien à un certain nombre de centres d'excellence et faciliter leur mise en réseau					
Produit:					
<ul style="list-style-type: none"> Missions sur le terrain pour renforcer les capacités de certains centres (2007, 2008 et 2009) 					
Promouvoir le fonctionnement efficace de l'économie numérique en Afrique					
Produits:					
<ul style="list-style-type: none"> Missions sur le terrain pour mettre en œuvre les politiques d'INIC dans le contexte de l'économie électronique en Afrique (5 pays par an) (2007, 2008 et 2009) Programmes pilotes sur la recherche et l'innovation (2 pays par an) (2007, 2008 et 2009) 					
Aider les États membres à appliquer la science et la technologie pour le développement					
Produit:					
<ul style="list-style-type: none"> Ateliers sur le cadre juridique et réglementaire relatif aux TIC et la science et à la technologie (2007, 2008 et 2009) 					
Aider les États membres à appliquer des systèmes d'information géographique pour le développement					
Produits:					
<ul style="list-style-type: none"> Missions sur le terrain dans les États membres pour créer des systèmes d'information géographique (2007 et 2008) Missions sur le terrain dans les États membres sur l'utilisation des SIG dans les domaines des ressources naturelles, foncières, minérales, en eau, etc.. (2007-2009) 					
Accroître la sensibilisation à la société de l'information et à l'économie du savoir					
Produit:					
<ul style="list-style-type: none"> Comité de l'information pour le développement (CODI) (2007) 					
					Compétences et niveau de compréhension accrus en matière de TIC et de science et technologie pour le développement
					Perfectionnement des TIC et institutions les centres d'excellence renforcés et mieux organisés en réseau
					Sensibilisation accrue à l'utilisation de la science, de la technologie, de l'innovation et des TIC aux fins du développement durable.

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous-régional (2007-2009)					
Statistique et capacité statistique					
Afrique du Nord	L'Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique australe	Niveau régional
Performances dans la réalisation des OMD					
Progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre stratégique régional de référence pour le développement de la statistique en Afrique					
Progrès accomplis dans l'harmonisation des statistiques à l'appui de l'intégration régionale en Afrique					
Produits: <ul style="list-style-type: none"> • Annuaire statistique de l'Afrique (2007, 2008 et 2009) • Répertoire de statistiques sur le commerce intra-africain et le commerce extérieur (2007, 2008 et 2009) • Création et gestion d'indicateurs et d'une base de données sur les OMD (2007, 2008 et 2009) 					
Aider les États membres à appliquer le Programme mondial de recensements de la population et de l'habitat à l'horizon 2010.					
Aider les États membres à mener des enquêtes auprès des ménages					
Aider les États membres à mettre au point des bases de données nationales					
Soutenir les États membres de grâce à des services consultatifs dans divers domaines de la statistique					
Produits: <ul style="list-style-type: none"> • Ateliers sur la mobilisation des ressources (2007) • Ateliers sur le Programme mondial de recensements de la population et de l'habitat à l'horizon 2010. • Ateliers de formation du personnel d'un nombre choisi de pays dans le domaine de l'énumération (2007, 2008 et 2009) • Ateliers de formation du personnel d'un nombre choisi de pays dans le domaine de l'analyse des recensements (2007, 2008 et 2009) • Création et gestion de bases de données dans les sous-régions (2007, 2008 et 2009) • Missions sur le terrain dans les États membres (2007, 2008 et 2009) 					
					Renforcement des capacités statistiques des États membres et des CER leur permettant de planifier le suivi des performances de leurs économies et d'accélérer les progrès en vue de la réalisation des OMD.

Activités de la CEA aux niveaux régional et sous-régional en (2007-2009)					
Initiatives spéciales					
Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Afrique australe	Niveau régional
<p>Améliorer la création, l'utilisation et la diffusion des connaissances en collaboration avec les partenaires stratégiques de développement de la CEA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès au contenu à l'échelle mondiale: faciliter l'accès aux connaissances générées par la CEA et ses partenaires stratégiques de développement • Création et mobilisation de réseaux, fonctions et services de connaissances : renforcer les rôles, fonctions et services des réseaux de la CEA et des cercles de professionnels • Apprentissage mutuel: Faciliter l'échange transrégional d'approches novatrices de la gestion des connaissances <p>Améliorer l'assurance qualité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faire en sorte que les attentes des parties prenantes, les objectifs de qualité et les exigences du programme soient définis, compris, appliqués et bien gérés • Exécuter et actualiser les processus définis par la méthode de gestion de la qualité • Vérifier que les résultats du programme répondent aux normes • Apporter toute amélioration nécessaire au programme <p>Mise en oeuvre des changements institutionnels</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planification stratégique en vue d'une meilleure exécution du programme • Systèmes d'exploitation de l'infrastructure des technologies de l'information et de gestion des projets • Ressources humaines et gestion 					
					Renforcement de l'échange de connaissances et de la mise en réseau
					Renforcement de la capacité d'exécution effective du programme et impact accru

Programme de la CEA aux niveaux régional et sous-régional (2007-2009)		
Manifestations spéciales		
	Niveau régional	Résultat escompté
Sensibilisation et recherche de consensus	Forum pour le développement de l'Afrique (ADF) Grande Table	

Annexe 2: Ressources nécessaires 2007-2009 (millions de dollars É.-U.)

Domaines d'action	2007		2008		2009		Total 2007-2009		
	REB*	BO*	REB	BO	REB	BO	REB	BO	Total
1.1. Intégration régionale, infrastructures et commerce									
A. Intégration régionale et coopération économique									
ARIA	0,22	1,12	0,22	1,20	0,22	1,20	0,66	3,52	4,18
Modernisation de l'infrastructure des transports et des communications	0,67	1,68	1,67	1,80	2,67	1,80	5,01	5,28	10,29
Mise en valeur des ressources naturelles	0,50	0,73	0,50	0,78	0,50	0,78	1,50	2,29	3,79
NEPAD	0,69	1,95	0,70	2,09	0,71	2,09	2,10	6,13	8,23
Infrastructures et développement	0,97	-	0,67	-	0,67	-	2,31	-	2,31
Gestion des ressources en eau	0,50	0,91	0,50	0,97	0,50	0,97	1,50	2,85	4,35
Appui aux CER	0,30	4,96	0,30	5,31	-	5,31	0,60	15,58	16,18
Appui aux centres d'excellence et aux projets «Villages du Millénaire»	0,70	-	0,70	-	0,70	-	2,10	-	2,10
Promotion du commerce intra-africain (zones de libre-échange et unions douanières)	0,30	-	0,50	-	0,30	-	1,10	-	1,10
B. Commerce, finances et développement économique									-
Analyse macroéconomique (notamment le Rapport économique sur l'Afrique, ERA)	0,25	0,99	0,25	1,06	0,25	1,06	0,75	3,11	3,86
Mobilisation des ressources et développement	0,25	-	0,25	-	0,25	-	0,75	-	0,75
Recherche d'un consensus sur les négociations commerciales	1,20	-	1,20	-	1,20	-	3,60	-	3,60
Assistance technique aux négociations commerciales et dispositif d'intervention rapide	1,40	1,79	1,40	1,92	1,40	1,92	4,20	5,63	9,83
Renforcement des capacités en matière d'analyse des politiques économiques	1,20	-	0,70	-	0,70	-	2,60	-	2,60
Conférence sur le développement économique, partage des connaissances et travail en réseaux	1,00	-	-	-	-	-	1,00	-	1,00
Promotion des investissements privés	0,20	1,13	0,20	1,21	0,20	1,21	0,60	3,55	4,15
Total	10,35	15,26	9,76	16,33	10,27	16,33	30,38	47,94	78,32
1.2 Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et s'attaquer aux problèmes d'égalité des sexes et de développement social									
A. Croissance et réduction de la pauvreté									
Stratégies de réduction de la pauvreté (SRP)	0,70	0,36	0,70	0,39	0,70	0,39	2,10	1,14	3,24
Apprentissage mutuel en ce qui concerne les SRP	0,17	0,24	0,17	0,26	0,17	0,26	0,51	0,76	1,27
Rapport sur le développement durable en Afrique	0,50	-	0,50	-	0,50	-	1,50	-	1,50
B. Développement durable et sécurité alimentaire									-
Promotion du secteur agroalimentaire et des échanges intra-africains de produits alimentaires et agricoles	0,40	-	0,40	-	0,40	-	1,20	-	1,20
Mise en valeur des ressources foncières	0,81	0,68	0,81	0,73	0,81	0,73	2,43	2,14	4,57
Suivi du Plan de mise en oeuvre du Sommet mondial pour le développement social (WSSD)	0,80	1,69	1,80	1,81	2,80	1,81	5,40	5,31	10,71
C. Promotion de l'égalité entre les sexes et développement social									
Prise en compte des questions hommes-femmes dans les politiques, programmes et stratégies de réduction de la pauvreté au niveau national et réalisation des OMD	0,26	2,18	0,35	2,33	0,25	2,33	0,86	6,84	7,70

Domaines d'action	2007		2008		2009		Total 2007-2009		
	REB*	BO*	REB	BO	REB	BO	REB	BO	Total
Mise en oeuvre et suivi des résolutions, conventions, instruments et protocoles régionaux et mondiaux relatifs aux droits fondamentaux de la femme (+ RFA)	1,50	1,88	0,99	2,01	1,50	2,01	3,99	5,90	9,89
Initiatives de renforcement des capacités aux fins de la prise en compte des questions hommes- femmes dans les États membres et de la CEA	0,35	1,17	0,10	1,25	0,29	1,25	0,74	3,67	4,41
Suivi, examen et évaluation de la mise en oeuvre des engagements internationaux en matière de population et de développement (Déclaration de Dakar/Ngor/CIPD +10 et Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement)	0,53	0,53	0,53	0,57	0,53	0,57	1,59	1,67	3,26
Innovation en matière de données ventilées par sexe	-	1,31	-	1,40	-	1,40	-	4,11	4,11
Évaluation de l'impact du VIH/sida	-	0,12	-	0,13	-	0,13	-	0,38	0,38
Total	6,02	10,16	6,35	10,87	7,95	10,87	20,32	31,92	52,24
1.3 Promouvoir la bonne gouvernance et de la participation populaire									
Évaluation des progrès accomplis en matière de bonne gouvernance (Rapport sur la gouvernance en Afrique)	1,80	3,49	1,10	3,73	1,80	3,73	4,70	10,95	15,65
Promotion et renforcement des partenariats et des approches participatives dans le domaine du développement	0,80	-	0,80	-	1,50	-	3,10	-	3,10
Renforcement de l'efficacité des institutions	0,45	-	0,45	-	0,45	-	1,35	-	1,35
Examen mutuel de l'efficacité des programmes de développement	0,15	-	0,15	-	0,15	-	0,45	-	0,45
Renforcement des médias africains	0,50	-	0,20	-	0,20	-	0,90	-	0,90
Appui au Mécanisme d'évaluation intra-africaine	0,70	-	0,70	-	0,70	-	2,10	-	2,10
Consolidation de la paix et relèvement après les conflits	0,46	-	0,46	-	0,46	-	1,38	-	1,38
Corruption et développement économique	0,30	-	0,30	-	0,30	-	0,90	-	0,90
Total	5,16	3,49	4,16	3,73	5,56	3,73	14,88	10,95	25,83
1.4 L'information, la science et la technologie au service du développement de l'Afrique									
Élaboration et mise en oeuvre des politiques	1,50	2,07	1,50	2,21	1,50	2,21	4,50	6,49	10,99
Gestion de l'information et des connaissances pour le développement	1,50	0,50	2,50	0,54	3,50	0,54	7,50	1,58	9,08
Information géographique pour le développement	0,45	0,57	0,45	0,61	0,45	0,61	1,35	1,79	3,14
Capacités en science et technologie	0,45	0,34	0,45	0,36	0,45	0,36	1,35	1,06	2,41
Total	3,90	3,48	4,90	3,72	5,90	3,72	14,70	10,92	25,62
1.5 Renforcement de la statistique et des capacités statistiques									
Centre africain pour la statistique	0,80	0,56	1,00	0,60	1,00	0,60	2,80	1,76	4,56
Coordination et harmonisation des activités de développement de la statistique	0,70	-	1,20	-	1,50	-	3,40	-	3,40
Mise en oeuvre des stratégies nationales pour le développement de la statistique	1,00	-	1,30	-	1,50	-	3,80	-	3,80
Total	2,50	0,56	3,50	0,60	4,00	0,60	10,00	1,76	11,76
2. Manifestations spéciales									
Forum pour le développement de l'Afrique et Grande Table	0,10	0,18	0,70	0,19	0,70	0,19	1,40	0,56	1,96
Total	0,10	0,18	0,70	0,19	0,70	0,19	1,40	0,56	1,96
3. Initiatives spéciales									
Promotion de la gestion des connaissances et apprentissage mutuel	1,00	0,49	2,50	0,52	2,50	0,52	6,00	1,53	7,53
Examens conjoints de l'efficacité des programmes de développement	0,14	0,78	0,14	0,83	-	0,83	0,28	2,44	2,72

Plan d'activités de la CEA — 2007-2009

Domaines d'action	2007		2008		2009		Total 2007-2009		
	REB*	BO*	REB	BO	REB	BO	REB	BO	Total
Assurance de la qualité: accès et culture	0,35	-	0,35	-	-	-	0,70	-	0,70
Planification stratégique	0,20	0,52	-	0,56	-	0,56	0,20	1,64	1,84
Infrastructure des technologies de l'information et systèmes d'exploitation de la gestion des projets	0,75	-	0,20	-	-	-	0,95	-	0,95
Ressources humaines et gestion	0,10	-	-	-	-	-	0,10	-	0,10
Renforcement des partenariats -(Secrétariat conjoint Commission de l'Union africaine/BAD/CEA)	0,10	-	0,10	-	0,10	-	0,30	-	0,30
Total	2,64	1,79	3,29	1,91	2,60	1,91	9,74	5,61	14,14
4 Administration									
Appui administratif	-	21,67	-	23,19	-	23,19	-	68,05	68,05
Total	-	21,67	-	23,19	-	23,19	-	68,05	68,05
Total général	30,57	56,59	32,66	60,55	36,98	60,55	100,21	177,71	277,92

* REB = Ressources extrabudgétaires

BO = Budget ordinaire